

choisir

revue culturelle
n° 590 – février 2009

A young child with curly blonde hair is looking intently at a globe. The globe is held in their hands and shows a map of Europe and North Africa. The child's face is partially visible, showing their eyes and a slight smile. The background is a plain, light color.

(Climat, pas d'avenir
sans justice



*Quelqu'un demanda : « Quelle est la Voie ? »
Je dis : « La Voie, c'est renoncer aux désirs. »
O toi, amoureux de Dieu ! Sache que ta voie
Consiste dans la recherche du consentement de ce Maître.
Puisque tu recherches le désir et la volonté de l'Ami,
La recherche de ton propre désir est pour toi illicite.
L'âme est devenue tout entière amour de l'Aimé,
Cet amour est un monastère sublime.
L'amour pour Lui n'est pas plus aisé à atteindre que la cime des monts.
Le faite de la montagne, pour nous, c'est l'accomplissement.
La grotte où se cache l'Ami, c'est l'Amour.
(...)*

Mawlânâ Rûmî
Odes mystiques, n° 374



choisir

n° 590 - février 2009

Revue culturelle jésuite fondée en 1959

Adresse

rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge (Genève)

Administration et abonnements

Geneviève Rosset-Joye
tél. 022 827 46 76
administration@choisir.ch

Direction

Pierre Emonet s.j.

Rédaction

Lucienne Bittar, rédactrice en chef
Jacqueline Huppi, assistante de rédaction
Stjepan Kusar, collaborateur

tél. 022 827 46 75

fax 022 827 46 70

redaction@choisir.ch

Internet : www.choisir.ch

Conseil de rédaction

Louis Christiaens s.j.

Bruno Fuglistaller s.j.

Joseph Hug s.j.

Jean-Bernard Livio s.j.

Mise en page et imprimerie

Imprimerie Fiorina
rue du Scex 34 • 1950 Sion
tél. 027 322 14 60

Cedofor

Axelle Dos Ghali
Stjepan Kusar

Abonnements

1 an : FS 95.-

Etudiants, apprentis, AVS, AI : FS 65.-

CCP : 12-413-1 «choisir»

Pour l'étranger : FS 100.-

par avion : FS 105.-

€ : 66.- ; par avion : € 70.-

Prix au numéro : FS 9.-

choisir = ISSN 0009-4994

Illustrations

Couverture : Pascal Deloche/GODONG

p. 12 : Jean-Jacques Kissling

p. 24 : Philippe Lissac/GODONG

p. 25 : Marie-Thérèse Bouchardy

p. 27 ; p. 28 : Jacqueline Huppi

p. 31 : Jean-Paul Fleury

Les titres et intertitres sont de la rédaction

sommaire

	Editorial	2
Un regard sur le monde...	<i>par Louis Christiaens</i>	
	Actuel	4
	Spiritualité	8
En attendant le printemps	<i>par Etienne Perrot</i>	
	Société	9
L'énergie, un défi éthique	<i>par Otto Schäfer</i>	
	Société	14
Justice climatique. Il y a urgence	<i>par Michel Egger</i>	
	Société	18
Rester mobile sans pétrole	<i>par René Longet</i>	
	Politique	22
Assassinat de Gaza	<i>par Jean-Bernard Livio</i>	
	Politique	26
L'Iran, trente ans après	<i>par Mohammad-Reza Djallili</i>	
	Cinéma	31
Destins brisés	<i>par Guy-Th. Bedouelle</i>	
	Lettres	33
Giacomo Leopardi. D'une encre amère et noire	<i>par Gérard Joulé</i>	
	Livres ouverts	37
Le catholicisme vert	<i>par René Longet</i>	
	Livres ouverts	38
Horizon 2030	<i>par Charles Hussy</i>	
	Chronique	44
Héros	<i>par Gladys Théodoloz</i>	

Un regard sur le monde...

Nous étions informés... Les signaux d'alerte avaient été multipliés. La crise financière devait arriver. Elle est là avec ses préoccupantes facettes financières et économiques. Elle ouvre ses portes à une sérieuse récession et à d'incontournables revendications sociales. Afin de calmer le jeu, de rétablir la confiance, des moyens sont mis en œuvre et nous sommes abreuvés de discours brillants et de déclarations rassurantes. N'empêche que le prix à payer est et sera élevé. Car la vie quotidienne nous rappelle que les difficultés réelles se rencontrent effectivement sur les chemins des licenciements et de l'emploi, de la réduction des salaires, de l'accroissement des coûts. Les effets néfastes de la mondialisation rejoignent notre univers personnel. A ce propos, et même si le raccourci peut surprendre, les errances actuelles des politiques monétaires nous incitent à nous interroger sur notre relation personnelle à l'argent, à la consommation, à notre style de vie. Cette question tombe bien puisque, dans quelques jours, les chrétiens vont entrer en Carême et que cette étape se présente justement comme un temps de réflexion, de méditation, de sincérité envers soi-même, voire de solidarité.

Dans ce numéro de choisir,¹ nous sommes informés sur un autre aspect de la réalité : la préservation de la terre. Une fois encore, depuis le Protocole de Kyoto (entré en vigueur en mars 1994) jusqu'à la Conférence de Poznan sur les changements climatiques (décembre 2008) et en attendant la 15^e Conférence des Nations Unies à Copenhague (décembre 2009), nous ne pouvons plus dire que nous ne sommes pas au courant de la dégradation de notre environnement et de notre responsabilité commune en la matière. A cet égard, les documents de la Campagne œcuménique, organisée du 25 février au 12 avril 2009 par Action de Carême, Pain pour le prochain, en collaboration avec Etre partenaires et oeku-Eglise et environnement, méritent d'être consultés.²

Si nous désirons mieux percevoir l'arrivée prochaine d'une crise écologique majeure, n'hésitons pas non plus à lire le dernier ouvrage de Michel Serres, La Guerre mondiale.³ Comme le dit l'auteur : « Je livre ici le livre de mes larmes... Je livre ici le livre de mon âme. » Dans cet essai, où s'entrelacent histoire et mythes, les juristes seront particulièrement intéressés par l'analyse schématique de toute guerre. La guerre, parfois qualifiée de juste, est une institution sociale, collective, une institution de droit avec son protocole classique : une déclaration de guerre, puis la fin formatée des hostilités entre belligérants par une convention d'armistice. Avec le terrorisme, nous entrons dans la violence du non-droit, sans adversaires repérables, sans déclaration préalable, sans accords envisageables. En allant plus loin, nous constatons que si un tribunal peut définir la guerre et poursuivre les auteurs de crimes contre l'humanité, il n'en va pas de même dans le cas du terrorisme, ni a fortiori dans le cas de la guerre qui est menée par nous contre le Monde. Il s'agit de celle qui oppose l'humanité entière à son environnement global : plantes, animaux, terres, montagnes, mers et climats. Nous connaissons aussi la formule qui nous dégage habilement du débat : « Responsables, mais pas coupables ! »

Cette approche philosophique et juridique ravive à souhait les données œcuméniques du Rassemblement européen de Bâle (1989) sur le thème mobilisateur de la justice, la paix et la sauvegarde de la création.⁴ Là où nous nous trouvons en ce moment, et d'une manière pragmatique durant les semaines qui préparent le temps pascal, il conviendrait d'évaluer nos comportements dans notre cadre habituel de vie. Les exemples abondent : les transports, l'eau, l'électricité, l'alimentation, les déchets, etc. Voilà une originale et opportune invitation à entrer dans une démarche personnelle de réflexion sur notre responsabilité commune quant à l'avenir de notre planète. Nous sommes informés...

Louis Christiaens s.j.



- 1 • Voir **Martin Egger**, *Justice climatique*, **Otto Schäffer**, *L'énergie, un défi éthique*, **René Longet**, *Comment rester mobile sans pétrole ?* aux pp. 9-21.
- 2 • *Info-Campagne 2009. Un climat sain pour assurer le pain quotidien*. Publié en 2008 par la Plate-Forme interreligieuse de Genève, le *Calendrier interreligieux « Ecologie et Spiritualité »* illustre également cette perspective.
- 3 • Le Pommier, Paris 2008, 198 p.
- 4 • Voir le dossier *Rassemblements œcuméniques européens*, sur www.choisir.ch.

■ Info

Particularisme suisse mal vu

L'abbé Martin Grichting, vicaire épiscopal dans le diocèse de Coire, a été nommé par le pape, mardi 30 décembre, consultant de la Congrégation romaine pour le clergé. Il est connu pour sa thèse sur les rapports Eglise-Etat dans le canton de Zurich et est un opposant au système suisse de deux hiérarchies : l'une « légitime » (constituée par les évêques), l'autre (les responsables laïcs des corporations ecclésiastiques paroissiales et cantonales) influencée par le modèle ecclésiastique protestant, « étranger à l'ecclésiologie catholique ».

A la fin des années '90 déjà, le Père Grichting estimait qu'en Suisse, « l'Etat ignore l'Eglise, tandis que les organisations para-ecclésiales de droit public, de véritables contre-pouvoirs, s'attribuent de plus en plus des fonctions qui reviennent à la hiérarchie légitime, à l'évêque ». (Apic)

■ Opinion

Abus d'interprétation

Le 11 janvier, à l'occasion du baptême de 13 nouveau-nés, le pape a célébré l'eucharistie dans la chapelle Sixtine, dos au peuple. Ce choix aurait été motivé par le souci de ne pas altérer la beauté et l'harmonie de l'architecture originale de l'autel. Un motif esthétique, tout à fait respectable. Peut-être faut-il y voir aussi une concession de plus à l'adresse des schismatiques, dans le but de leur faciliter le chemin de la réconciliation. Mais il serait abusif de prétendre que, par ce geste, le pape a voulu « souligner l'orientation correcte de la célébration eucharistique : l'orientation vers le Seigneur ». Comme si une eucharistie célébrée face au peuple n'était pas correcte

ni orientée vers le Seigneur ! C'est pourtant ce que laisse entendre le Bureau des célébrations liturgiques pontificales, dans un communiqué du 23 décembre 2008, faisant endosser au pape une regrettable étroitesse théologique.

Il est vrai que dans un ouvrage paru en 2001, l'ancien préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi avait dénoncé un risque de narcissisme : « La position du prêtre tourné vers le peuple a fait de l'assemblée priante une communauté refermée sur elle-même. » Et de mettre en garde contre une messe pouvant tourner au « one man show ». A l'en croire, plus que le Christ, les fidèles regarderaient le prêtre.

De face... ou de dos, quelle différence du moment que le prêtre préside et donne le ton de la prière ? Faut-il rappeler qu'au centre de toute célébration, il y a la Parole, symbolisée par le livre exposé, vénéré, encensé, et l'autel sur lequel reposent le corps et le sang du Christ. Plus que vers le prêtre, c'est vers eux que se tournent les chrétiens lorsqu'ils célèbrent l'eucharistie. Jésus lui-même n'a-t-il pas déclaré : « Que deux ou trois soient réunis en mon nom, je suis là au milieu d'eux » (Mt 18,20) ? Au milieu et non au-delà de l'assemblée !

S'il est légitime de respecter les goûts esthétiques d'un cardinal ou la stratégie d'un pape désireux de mettre fin à un schisme, il n'est pas légitime de les ériger en norme en abusant de la crédulité des fidèles qui respectent le pape.

Pierre Emonet s.j.

■ Info

Aide au suicide

L'initiative vaudoise sur l'aide au suicide dans les EMS, organisée par Exit Vaud, a abouti. Le texte demande que l'on puisse pratiquer l'euthanasie dans

les locaux des homes médicalisés. Le directeur d'Exit en Suisse romande, le médecin lausannois Jérôme Sobel, avait déclaré en octobre, lors du lancement de l'initiative, que les responsables des homes devaient respecter le fait que la chambre d'un pensionnaire est un espace privé et que celui-là peut librement choisir ce qu'il veut y faire à propos de l'aide au suicide. (Lire aussi **Michel Fontaine**, « L'assistance au suicide », in *choisir* n° 587, novembre 2008, pp. 21-25.)

■ Info

Le JRS en Centrafrique

La République centrafricaine (RCA) est l'un des pays les plus pauvres du monde. La guerre civile qui le déchire depuis 1996 a entraîné le déplacement de près de 200 000 Centrafricains et conduit plus de 100 000 autres à se réfugier au Tchad, au Soudan et au Cameroun voisins. Bien qu'un accord de paix ait été signé en avril 2007 entre le gouvernement et l'Union des forces démocratiques pour la réunification (l'opposition), l'insécurité demeure dans le nord du pays. Les violences sont commises par une variété d'acteurs qui comprennent aussi bien les groupes rebelles que des bandits et des mercenaires.

La gravité de la crise a amené le Jesuit Refugee Service (JRS) à ouvrir un bureau national dans la capitale, Bangui, afin de coordonner des projets dans le nord du pays. Ses activités se focaliseront sur l'éducation primaire et sur celle des filles : seules 25 % des filles en âge scolaire vont à l'école et dans certaines régions, le taux est même inférieur à 0,5 %. Le JRS offrira aussi un programme d'éducation à la paix et des services pastoraux, là où l'Eglise locale manque de moyens et de capacité. Etant donné la difficulté à trouver des prêtres pour

servir dans des zones inaccessibles et peu sûres, le JRS va former les catéchistes et les communautés à se prendre eux-mêmes en charge. Enfin, le JRS mettra en place des services sociaux qui, en conformité à sa mission, donneront priorité aux plus vulnérables, tels les orphelins, les veuves, les handicapés et les personnes vivant avec le VIH/sida. (*JRS Dispatches*)

■ Commentaire

Pétrole et gaz : dépendance de l'UE

En matière de gaz et de pétrole (...) l'UE est trop dépendante de la Russie. Celle-ci se comporte sur les marchés comme un puissant oligopole qui cherche à imposer sa loi à des consommateurs européens dispersés.

Moscou fournit aujourd'hui 25 % du gaz consommé par les Européens. Avec 20 % des réserves mondiales, la part de la Russie dans les importations européennes ne peut que croître encore et augmenter notre précarité énergétique. La demande de gaz est en croissance régulière et l'offre interne diminue chaque année. Les experts calculent que d'ici à 2020, la production de gaz dans l'UE (Pays-Bas, Grande-Bretagne) baissera de 3 %. En ce qui concerne le pétrole, la Grande-Bretagne a cessé d'être un grand exportateur. Les gisements de la mer du Nord s'épuisent peu à peu. Les taux de dépendance à l'égard des importations de gaz russe sont de 100 % pour les Etats baltes, la Finlande et la Slovaquie ; ils tournent autour de 75 % pour la Grèce, la République tchèque et la Hongrie ; Pologne et Autriche avoisinent les 50 % ; en queue de liste, on trouve l'Allemagne (35 %) et la France (28 %).

On pourrait bien voir demain l'Iran se tourner vers les marchés européens car ce pays recèle plus de 15 % des réserves gazières mondiales, mais il faudra d'abord que soit levées les hypothèques concernant le devenir du nucléaire militaire iranien. L'Europe devra alors compter avec les choix que fera Barak Obama et la posture qu'adoptera la Russie.

La méfiance s'est installée entre Moscou et les capitales européennes depuis que, au cours de deux hivers, le robinet des approvisionnements de l'Ukraine a été coupé. Chaque pays redoute que pétrole et gaz deviennent des armes politiques et que le montant des factures dépende des choix idéologiques des maîtres du Kremlin. En outre, le levier de la pénétration russe en Europe est la société Gasprom. Elle est gérée en fonction des intérêts géostratégiques de la politique russe. En Europe, le conglomérat investit dans les gazoducs et le stockage, mais la réciproque n'est pas permise. La Russie a refusé jusqu'ici de signer la « charte de l'énergie » proposée par Bruxelles pour mettre fin au monopole exercé par Gasprom sur le territoire russe à tous les stades de la production. Pour évacuer le pétrole et le gaz de la Caspienne, les Occidentaux, avec le projet Nabucco, veulent donc construire un pipeline qui déboucherait sur la Turquie et l'Europe en évitant tout passage sur le territoire russe. (...)

Henri Madelin s.j.

(*JEO letter* n° 4, janvier 2009)

■ Info

Turquie : couvent menacé

Près d'un millier de membres de l'Eglise syro-orthodoxe ont manifesté le 10 janvier à Berne pour dénoncer les restrictions qui pèsent sur la communauté religieuse araméenne en Turquie. Cette

manifestation de solidarité fait partie d'une initiative européenne pour la préservation du couvent de Mar Gabriel (St-Gabriel), un monastère syro-orthodoxe du sud-est de la Turquie, en Haute Mésopotamie.

Fondé en 397, il est aujourd'hui le siège de l'évêché du Tur Abdin et l'un des plus importants centres de l'Eglise syriaque, qui utilise le turoyo comme langue liturgique. Selon les manifestants, l'existence du monastère est menacée par une campagne menée par des musulmans radicaux. Ses terres agricoles risquent d'être confisquées. (*Apic*)

■ Info

Koweït : nouvelle église

L'émir du Koweït Hamad Bin Isa Al Khalifa a accepté de mettre à disposition de l'Eglise catholique un terrain pour la construction d'un nouveau lieu de culte. Le pape avait plaidé cette cause en 2008, au vu de l'augmentation du nombre de chrétiens dans le Golfe.

■ Info

Malaisie : restrictions sur la Bible

Les chrétiens de Malaisie ont appelé leur gouvernement à mettre fin aux restrictions sur la distribution de la Bible en langue malaise. Conformément à la loi malaise sur la sécurité intérieure, les bibles en malais sont considérées comme « préjudiciables à l'intérêt national et à la sécurité de la Fédération ». Le vice-président de la Fédération chrétienne de Malaisie, Hong Seng, a exhorté le gouvernement à lever ces restrictions : « Bien que des dérogations aient été accordées pour que la Bible puisse être utilisée par les chrétiens dans les égli-

ses, à cette époque moderne où presque tout est accessible sur Internet, il est regrettable que nos saintes Ecritures soient encore considérées comme "préjudiciables à la sécurité" du pays. » Environ 60 % des 27 millions d'habitants de la Malaisie sont des musulmans qui parlent le malais. Selon le journal *Straits Times* de Singapour, ces musulmans s'inquièteraient de voir les enfants accéder facilement à la Bible si celle-ci était publiée en malais. Le Premier ministre Ahmad Badawi a cependant affirmé souhaiter apaiser les tensions raciales et religieuses dans le pays. (Apic)

■ Info

Orissa : la Cour suprême statue

La Cour suprême de l'Inde, dans une directive du 5 janvier, a menacé le gouvernement de l'Orissa de le destituer s'il n'arrivait pas à protéger les minorités religieuses. « Nous sommes un pays laïc. Nous ne pouvons accepter que des minorités soient persécutées », ont martelé les trois juges, à la tête desquels se trouvait le président de la Cour suprême K.G Balakrishnan.

Cette décision fait suite à une requête de Mgr Raphaël Cheenath, archevêque de Cuttack-Bhubaneswar, demandant que l'on assure la sécurité des chrétiens de l'Orissa où, durant sept semaines, des groupes hindouistes ont causé la mort de plus de 60 personnes et déplacé des milliers de familles (voir **Michael Amaladoss**, « Inde : chrétiens violentés », in *choisir* n° 589, janvier 2009, pp. 22-27).

L'Eglise catholique salue cette mesure. Le cardinal Varkey Vithayathil, archevêque syro-malabar d'Ernakulam-Angamaly (Kerala) et président de la Conférence des évêques catholiques de l'Inde (CBCI), a déclaré : « La communauté

chrétienne a toujours cru en la justice de ce pays qui sait, quand il le faut, défendre les droits des minorités. » (Apic)

■ Info

Inde : une université catholique

Les chrétiens de l'Inde du nord-est, région traversée par des conflits, ont un motif d'espérance. La Don Bosco University a été ouverte en décembre par les salésiens, à Guwahati, dans l'Etat d'Assam. Il s'agit de la première université catholique du pays. Son enseignement porte sur trois secteurs : technologies, services et social. Parmi les cours prévus figurent les études sur les populations tribales, bien connues des salésiens. (Fides)

■ Info

Révolution verte

L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), présidée par Kofi Annan, divise les connaisseurs. Elle souhaite appliquer en Afrique les recettes expérimentées en Asie : des nutriments pour le sol (recours massif aux engrais chimiques), des semences améliorées de variétés (dont très probablement les OGM) répondant aux contraintes locales. C'est « faire l'impasse sur le coût environnemental et social engendré - nappes phréatiques contaminées, perte de fertilité des sols, disparition de nombreuses variétés et millions de paysans chassés de leurs terres », écrit Catherine Morand dans *Le Monde Swissaid* (janvier 2009). La nouvelle révolution verte est contestée par de nombreuses ONG et associations africaines, mais suscite l'enthousiasme de la Banque mondiale et des fondations américaines Gates et Rockefeller.

En attendant le printemps

Sur le balcon couvert de neige, un pot de fleurs avait été oublié, blanc, immobile, gelé, inutile, hors du temps, bêtise sans fin qui n'ouvrait sur aucun lendemain ; et ça m'agaçait. Je n'aime pas l'hiver, toujours trop silencieux, humide et froid, sourd comme un ami qui ne vous écoute pas. J'étais là, l'œil collé à cette blancheur, sensation pure, semblable au surmenage d'où ne surgent que déception, image du spéculateur malheureux qui ne peut détacher son attention des cours de la Bourse, attendant le miracle d'un rebond. Mais le miracle n'est pas dans la sensation pure. Le pot restait là, me narguant de sa perfection sans couleur, sans changement, sans le moindre perce-neige qui eut rompu le charme morbide.

Quand donc le printemps viendra-t-il ? Question stupide, car chacun sait que le printemps revient toujours après l'hiver, comme le soleil brille toujours par-dessus la grisaille de Genève. Ce genre d'anticipation raisonnable ne me consola qu'un instant, de cette consolation que donne l'idée du dessert au chocolat lorsqu'on en est à la salade, brève euphorie qui ne dure que le temps de l'illusion.

La clé des songes se révélant incapable de briser ma stupeur hivernale, je me tournais vers la sagesse : patience, patience, patience... Tout est dans la patience, disait ma grand-mère, évoquant les frasques de son défunt mari. Je me découvrais patient, capa-

ble de supporter la fascination sans âme de l'hiver détesté, apte, enfin, à surmonter mes déceptions et les angoisses d'aujourd'hui engendrées par une économie sans boussole, à réagir aux infidélités du milieu, à supporter les manies de mon cousin Woland.

C'est à ce moment précis que je découvris que j'étais seul, perdu au milieu d'un désert étrange : mon ego surdimensionné avait occupé tout l'espace, ne laissant place à rien d'autre.

Tel le ministre des Finances annonçant, de moins en moins convaincu, la reprise économique, j'annonçais avec détermination la fin de l'hiver : « Vous allez voir ce que vous allez voir ! » Mais je ne vis rien ; car il n'y avait rien à voir. Je n'avais pas compris que l'hiver travaille à la manière du repos dans un corps fatigué. L'hiver, ce repos aussi difficile à prendre que l'huile de foie de morue, prépare la reprise qui laisse intact chacun des membres : en apparence rien ne se passe ; mais passent à nouveau, entre les membres immobiles, de prometteuses et vitales relations.

Etienne Perrot s.j.

L'énergie, un défi éthique

●●● **Otto Schäfer**, Berne

Pasteur, biologiste, chargé d'éthique à la FEPS

Crise bancaire et stagnation économique semblent faire le bonheur de l'automobiliste : le prix à la pompe a baissé, avec le retard usuel, il est vrai, sur la dégringolade du cours du brut. L'achat de véhicules neufs bénéficie de conditions avantageuses. Chez le voisin outre-Jura, l'Etat intervient pour promouvoir la voiture de demain dans l'intérêt des emplois d'aujourd'hui : on n'en est pas à la première mesure gouvernementale visant « l'assainissement du parc automobile français » grâce à des primes d'achat. Le doute persiste néanmoins car l'automobile, plus qu'aucune autre branche industrielle importante, est emblématique de l'imbrication de plusieurs crises : financière, économique, énergétique. Acheter une voiture, c'est engager sur plusieurs années une part importante de son budget ; dans cette perspective, les clients boudent surtout les modèles gourmands en carburant.

Si les hauts et les bas des cours et des prix créent de l'agitation d'un mois à l'autre, ils n'influencent guère la perception des choses sur une période plus longue. Il n'en est pas autrement des annonces médiatisées de soutiens publics à la branche souffrante. Car les signes d'un changement profond sont indéniables, bien au-delà des bulles spéculatives suivies d'insolvabilités spectaculaires et bien au-delà des variations

de la conjoncture économique : nous sommes en train de changer d'ère énergétique et de système énergétique.

L'ère postfossile

Il y a trois cents ans une transition similaire se produit : autour de 1700, les forêts européennes, surexploitées pour la sidérurgie et la métallurgie en particulier, ne pouvaient plus fournir les quantités croissantes de bois qu'on cherchait à en extraire. Les paysages réalisés par les peintres de cette époque, présentant des forêts éparées, pseudo-romantiques, aux arbres rabougris, attestent involontairement une crise grave, voire même l'amorce d'une profonde mutation énergétique.

Le problème n'échappait pas aux sylviculteurs et c'est à ce moment précis qu'a été formulé par un forestier allemand, Karl von Carlowitz, le principe de la gestion durable (*nachhaltig*) des forêts : le prélèvement ne doit pas dépasser l'accroissement.

Or, paradoxalement, la gestion durable de la forêt devenait possible par l'exploitation d'un nouvel agent énergétique, le charbon, dont on était loin de soupçonner l'impact dévastateur qu'il exercerait à terme sur le climat de la planète. Au contraire, à l'époque, on louait la Providence divine qui avait enfoui cette merveilleuse forêt souterraine (*sylva subterranea*)

Une période de l'histoire se termine, définie par la base énergétique de nos sociétés : les énergies fossiles. Mais nous n'avons pas ou ne voulons pas encore en prendre conscience. Aussi, avant d'œuvrer au renouveau, de poser des actes techniques, éthiques et spirituels en faveur d'une « société à 2000 watts », nous devons opérer un deuil collectif. Les Eglises de Suisse nous y invitent.

destinée à se substituer à celle, apparente, dont le piteux état exigeait qu'on la ménageât.

Ce n'est que beaucoup plus tard, dans les années 1980, que l'opinion publique s'est rendue à l'évidence : un problème de gestion durable se pose désormais non seulement pour la forêt mais pour l'ensemble de l'atmosphère gravement affectée par les émissions de gaz carbonique issues de la combustion du charbon et d'autres énergies fossiles (pétrole et gaz naturel). L'ère thermo-industrielle qui caractérise notre civilisation depuis le XVIII^e siècle touche à sa fin. Nous sommes entrés dans une phase de mutation énergétique : l'ère postfossile s'annonce, dans la controverse théorique, dans le discours politique, assez peu encore dans la pratique.

Quatre raisons majeures rendent la mutation énergétique présente inévitable, les deux premières étant plutôt techniques, les deux autres plutôt morales : les changements climatiques, le pic pétrolier, l'injustice structurelle dont sont victimes les générations présentes et futures, la violence croissante liée à la défense d'un mode de vie dépendant du pétrole.

Arguments techniques

Cette énumération sommaire appelle quelques explications. Commençons par les changements climatiques. Ils sont dus à 80 % à la combustion d'énergies fossiles. Plus de 70 % des émissions de CO₂ sont imputables aux pays industrialisés. Les scénarios pour la deuxième moitié du XXI^e siècle sont très alarmants, au point que le 4^e rapport du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts pour l'étude de l'évolution du climat) datant du printemps 2007 fait déjà l'objet, dans la communauté scientifique, de

corrections nettement plus pessimistes en ce qui concerne la fonte des banquises par exemple et l'augmentation du niveau de la mer.

Il est d'usage de considérer que l'augmentation de la température moyenne de l'atmosphère ne devra pas dépasser 2°C et que, pour y arriver, les émissions de gaz à effet de serre devront baisser de 50 % en moyenne au cours de la période 1990-2050. On sait aussi que cet objectif engage davantage les pays industrialisés : en raison de leur responsabilité et de leur capacité plus importantes, ceux-ci auront à réaliser une réduction de 80, voire de 90 %. Or, des représentants du GIEC révisent désormais les deux moyennes globales : ils parlent de 1,5°C (au lieu de 2°C) et de 80 % (au lieu de 50 %).¹

Quant au pic pétrolier (*peak oil*), il désigne, sur la courbe des quantités extraites de pétrole, le maximum de production. A l'approche du pic, l'écart croissant que l'on prévoit entre l'offre et la demande provoque des tensions sur le marché mondial du pétrole. Il y a de bonnes raisons de penser que le phénomène du pic pétrolier n'est pas étranger aux instabilités actuelles du prix du brut, dont une évolution générale à l'augmentation est probable. Même l'Agence internationale de l'énergie AIE, qui avait tendance à repousser l'échéance du pic pétrolier, a corrigé ses prévisions fin 2007. On suppose par ailleurs que le pic gazier suivra le pic pétrolier avec un décalage de l'ordre de 30 ans ; les discussions portent également sur le pic charbonnier, quand bien même celui-ci semble lointain encore et que le principal argu-

1 • Exposé de l'un des vice-présidents du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele, à la 7^e assemblée générale du Réseau chrétien européen pour l'environnement ECEN, Milan (Triuggio), 24-28 septembre 2008, dont le thème était : *Le véritable défi des changements climatiques.*

ment à l'encontre du charbon est son bilan particulièrement défavorable en matière d'émissions de CO₂.

Quoiqu'il en soit, l'épuisement des ressources fossiles n'est plus une chimère. Est-ce vraiment rassurant d'ailleurs que l'on prospecte, au Groenland et dans d'autres régions arctiques, de nouveaux gisements de pétrole censés exploitables dans un proche avenir grâce à la fonte de la calotte glaciaire ? Si la boucle se boucle de cette façon, les victimes des changements climatiques n'auront rien à espérer.

Arguments moraux

Un grave problème de justice se loge en effet dans le système énergétique fossile des pays industrialisés. Problème de justice climatique (à commencer par le fait que les dégâts frapperont en majorité celles et ceux qui n'auront en rien contribué au dérèglement du climat), problème beaucoup plus fondamental encore quand on confronte les perspectives réelles de la civilisation occidentale actuelle aux promesses d'émancipation et de justice qu'elle véhicule depuis les Lumières. Manifestement nos modes de vie d'Occidentaux privilégiés ne peuvent être étendus ni à l'ensemble de l'humanité présente ni aux générations futures. Fatalement, notre manière de consommer n'est ni équitable ni durable : nous nous heurtons aux limites physiques d'un idéal moral basé sur une illusion de progrès et de croissance infinis.

C'est la raison même pour laquelle nous avons affaire à une « nouvelle guerre froide », faite de tensions de plus en plus violentes autour de la production et de l'acheminement de l'or noir. L'Iraq et l'Afghanistan, le Caucase, mais aussi de nombreuses régions et Etats d'Afrique, souffrent de guerres, de conflits civils ou de répression et de corruption provoquées par la course au pétrole, course plus agressive que jamais, la ressource se raréfiant (depuis 1980 les quantités extraites annuellement dépassent les découvertes de nouvelles réserves). De nouveaux compétiteurs telle la Chine s'affirment et les conflits d'intérêt se durcissent entre pays producteurs, pays importateurs et compagnies internationales.

Les questions d'énergie sont des questions de valeurs. Dans la mutation énergétique que nous vivons, des questions éthiques ainsi que des questions spirituelles se posent, car c'est sur ce plan-là aussi que se répercute un changement si important. Convaincue que les Eglises ont leur mot à dire, la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) a publié en mai 2008 une étude approfondie intitulée *Ethique de l'énergie*.² Partant de cinq valeurs fondamentales (liberté, durabilité, justice, participation, paix) dont elle formule des règles d'application plus concrètes, l'étude de la FEPS plaide pour le concept suisse de « société à 2000 watts ». Ce concept implique que dans les sociétés occidentales, nous avons à réduire notre consommation globale d'énergie primaire³ d'un facteur trois et notre consommation d'énergies non renouvelables d'un facteur six. Cet objectif très exigeant est visé à l'horizon 2100 (du strict point de vue de la justice climatique on serait même obligé d'y être en 2050).

2 • FEPS, *Etude 1, Vers une nouvelle ère énergétique. Perspectives durables pour l'après-pétrole*, Berne 2008, 176 p. A commander sur www.sek-feps.ch/shop.

3 • Energie sous sa forme brute que l'on tire de la nature. Une partie seulement se retrouve dans la forme applicable qu'est l'énergie finale.

Or une démarche purement rationnelle ne suffit pas à saisir, à interpréter et à assumer un changement de cette ampleur. C'est pourquoi l'étude de la FEPS propose également une approche spirituelle en associant les perspectives énergétiques de nos sociétés occidentales actuelles à une épreuve collective faite de deuil et de renouveau.

Déjà en deuil

Ce deuil, tout d'abord nous le fuyons. Comme le deuil individuel, le deuil collectif comporte des stades de déni et de révolte. Non, il n'y a pas à s'inquiéter, il y a encore du pétrole pour longtemps et on en retrouvera toujours... Non, les changements climatiques ne sont pas si graves, il y en a toujours eu et nous saurons parfaitement nous y adapter. Ou alors : tant pis, nous liquéfierons le gaz et le charbon et produirons du pétrole de cette façon ! Et nous neutraliserons le gaz carbonique en l'enfermant !

Bien entendu, ces techniques ne sont ni insignifiantes ni condamnables comme telles. Mais la confiance excessive qu'on

place en elles montre que toute une civilisation refuse le deuil. Déni et révolte... ce sont pourtant des stades du deuil, nous y sommes déjà sans que nous l'admettions.

Nous négocions aussi, nous marchandons - autre étape du deuil. L'ère des énergies renouvelables approche, nous ne le contestons pas, mais nous repoussons l'échéance. L'empreinte écologique de la Suisse est trois fois supérieure à sa biocapacité, certes ; la société à 2000 watts s'impose ; nous ne le contestons pas, nous ne faisons que changer un seul chiffre : c'est pour 2150 et non pour 2050 !

Et voici encore un stade caractéristique du deuil : la dépression. Il n'y a plus rien à faire, dit un fatalisme noir. La fin d'un monde est la fin du monde. Les catastrophes s'abattront sur nous quoi que nous tentions. Il n'y a aucun espoir.

Le deuil libérateur pointe là où nous laissons derrière nous le déni, la révolte, le marchandage et la dépression. Alors nous sommes prêts à cheminer vers un avenir ouvert. C'est dans un tel état d'esprit (d'Esprit ?) seulement que le renouvellement radical de notre système énergétique pourra réussir.

Le « sauteur » Bertrand Piccard décrit ce processus de libération dans le langage imagé de l'aérostier et avec le savoir du médecin expert des dynamiques psychiques : il faut lâcher du lest pour monter vers les courants qui portent. « Or le lest, c'est tout ce qu'on apprend à garder : les certitudes, les paradigmes, les dogmes. On croit que cela nous rend forts, alors que cela nous rend lourds. »⁴

Noir fatalisme



4 • In FEPS, op. cit., p. 120.

Le risque est grand, en effet, d'être constamment rattrapés par des étapes antérieures du deuil et par le marchandage en particulier. Les « vieilles outres » (Mc 2/22) ont la vie dure. Nous employons alors notre ingéniosité non pas à réaliser le changement mais à travestir en nouveauté ce qui n'est que continuation des mêmes modes de vie par d'autres moyens : la voiture à 3,5 l/100 km - très bien, mais n'est-elle pas faite d'acier fabriqué en Chine dans des conditions désastreuses pour le climat ? Et n'est-elle pas le moyen technique permettant de perpétuer un degré de dispersion de l'habitat et de mobilité frénétique incompatible, quoi que l'on fasse, avec un système énergétique équitable et durable ?⁵ Quant à la société à 2000 watts, elle est en train de subir le même sort : on abandonne le concept initial en n'en gardant qu'un objectif climatique que l'on pourra atteindre, en principe, sans rien changer à nos modes de vie : en réali-

sant des projets de protection du climat à l'étranger et en construisant des centrales nucléaires en Suisse.

Les Eglises suisses

Inutile de culpabiliser l'individu, cependant, qui se débrouille comme il peut dans une vie complexe. C'est au niveau structurel, politique, par des normes rigoureuses, des prescriptions conséquentes, des taxes de pilotage que l'on assurera, paradoxalement, la liberté : car elle sera toujours aussi celle des autres, celle des générations futures et des personnes défavorisées au présent. Une réflexion renouvelée sur l'essence même d'un libéralisme humaniste et de ses implications actuelles s'impose ; la pensée d'un Denis de Rougemont, par exemple, est à revisiter.

La liberté est aussi, fondamentalement, celle de l'Evangile. Les Eglises ne sont pas toujours exemplaires dans leur façon de l'annoncer par la parole et la pratique. Il est réjouissant néanmoins de constater que l'*Ethique de l'énergie* de la FEPS, d'une part, et un texte à paraître début 2009 sous la responsabilité de la Conférence épiscopale suisse et consacré au climat,⁶ d'autre part, se situent sur la même ligne et défendent des positions convergentes.⁷ Par ailleurs, les Eglises suisses disposent depuis 1986 d'un instrument œcuménique, l'association oeku-Eglise et environnement,⁸ qui a fait de la protection du climat, dès les années '80, une priorité.

O. Sch.

- 5 • Un livre récent, à tendance affirmée mais très bien documenté et qui apporte beaucoup de désillusions saines, insiste à juste titre sur les failles de nombreux discours faussement novateurs en matière de protection du climat : **Marcel Hänggi**, *Wir Schwätzer im Treibhaus*, Zurich 2008.
- 6 • **Commission nationale suisse Justice et Paix** (en collaboration avec oeku-Eglise et environnement) : *Changement climatique - après les paroles des actes ! Une impulsion dans une perspective d'éthique sociale*, Berne 2009.
- 7 • Sans oublier bien sûr la Campagne œcuménique de Carême 2009, « *Un climat sain pour assurer le pain quotidien* ». Voir les pp. 14-17 de ce numéro. (n.d.l.r.)
- 8 • oeku-Eglise et environnement organise des cours de formation aux économies d'énergie à l'intention des sacristains, propose aux paroisses un questionnaire de calcul du bilan de CO₂ et vient de publier une brochure explicitant de nombreuses mesures permettant de protéger le climat et de contribuer à la gestion responsable de l'énergie. ☎ ++41 31 398 23 45, info@oeku.ch, www.oeku.ch

Justice climatique

Il y a urgence

●●● Michel Egger, Aubonne

Responsable de politique de développement à Alliance Sud¹

Face au désastre climatique qui s'annonce, nous sommes appelés à une véritable mutation qui prenne en compte le besoin de développement économique du Sud et les critères de justice. A la fin de cette année, une nouvelle convention internationale sur le climat sera adoptée à Copenhague. L'enjeu est de taille : la survie des pays du Sud dépendra en partie des décisions qui y seront prises, comme l'affirme la Campagne œcuménique de Carême 2009.

Le philosophe Jean-Pierre Dupuy, auteur de *Pour un catastrophisme éclairé*, le montre bien, le problème du climat est, ultimement, d'ordre psychologique et spirituel : nous n'arrivons pas à « croire » vraiment à ce que nous « savons » rationnellement. Nous avons toute l'information sur les risques majeurs que le réchauffement terrestre fait courir à l'humanité et à la planète, mais nous n'arrivons pas à nous convaincre que cela se produira. Nous savons que si le niveau de concentration de CO₂ dans l'atmosphère ne se stabilise pas dans les 10 à 20 prochaines années, la catastrophe est programmée, mais nous ne parvenons pas à prendre les mesures urgentes et radicales qui s'imposent, alors même que nous en avons les moyens, financiers et technologiques.

Les négociations en cours sur la suite à donner au protocole de Kyoto, qui arrive à échéance en 2012, sont la parfaite illustration de ce tragique hiatus. La Conférence des Nations Unies, qui se tiendra en décembre à Copenhague, devrait mettre sous toit un nouveau régime climatique fort et équitable. Une échéance cruciale où, selon Raja Devasish Roy, ministre de l'Environnement du Bangladesh, la communauté internationale « devra décider si elle prend ou non son destin en mains ». Les choses malheureusement ne se présentent pas sous de bons augures.

Alerte rouge

En décembre dernier, la Conférence préparatoire de Poznan (Pologne) s'est soldée par un résultat quasi nul. L'atmosphère était plombée par la crise financière. Les Etats-Unis n'étaient guère enclins à bouger avant l'arrivée d'Obama. En proie à des divisions intestines sur sa politique énergétique future, l'Union européenne a perdu en leadership et crédibilité. Elle a certes sauvé in extremis l'essentiel de son paquet énergie-climat, mais au prix d'importantes concessions aux barons de l'acier et du ciment, qui le vident d'une bonne partie de sa substance. D'autres nations industrialisées, comme le Japon, le Canada et l'Australie, ont freiné des quatre fers. Loin de se réduire à travers l'émergence d'une « vision partagée », le fossé entre le Nord et le Sud s'est donc plutôt accru. La terre pourtant n'a que faire de cette politique des petits pas et à courte vue alors que les gouvernements devraient voir loin et sprinter. Elle se réchauffe inéluctablement. Avec les problèmes et les souffrances qui en découlent : sécheresses, inondations, raréfaction des ressources, baisse des récoltes... Comme l'a rappelé le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, le changement climatique

1 • Swissaid/ Action de Carême/ Pain pour le prochain/ Helvetas/ Caritas/ Eper.

est la « principale menace pour le développement humain », bien plus grave que le tsunami financier. Un phénomène très injuste car il affecte le plus les pays qui y ont contribué le moins et qui n'ont pas les moyens de s'en prémunir, soit les populations défavorisées d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'ONU estime à 50 millions le nombre de réfugiés du climat d'ici 2010. Les Maldives, menacées de submersion, cherchent déjà une terre d'accueil pour ses habitants. Son ministre de l'Environnement a déclaré à la fin du sommet de Poznan, au nom des pays insulaires : « Nous sommes en train de nous noyer et les engagements sont si faibles ! »

Le Conseil mondial du climat ne cesse de le rappeler : une augmentation moyenne de la température terrestre supérieure à 2°C (par rapport au niveau préindustriel) conduirait à des catastrophes incontrôlables. Pour l'éviter, les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent atteindre leur point culminant d'ici 2015 pour décroître ensuite. C'est donc maintenant qu'il faut agir, car l'accroissement est déjà de 0,8°C. Plus on attendra, plus la gamme des mesures possibles se réduira. Ce qui peut encore être réalisé aujourd'hui ne le pourra plus dans dix ans.

Dettes écologiques du Nord

Le pire est donc à craindre si l'on n'arrive pas d'ici décembre à un accord politique global qui tienne la route. Le but est d'associer aux efforts communs de réduction de gaz à effet de serre les pays qui n'ont pas encore pris d'engagement : les Etats-Unis, mais aussi les puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Ces dernières sont devenues à leur tour de gros émetteurs de CO₂ (la Chine est même devenue en

2007 le champion mondial, devant les Etats-Unis) mais elles n'accepteront des objectifs contraignants qu'à deux conditions. D'abord, que les pays riches tiennent enfin leurs engagements de réduction et de solidarité, ce qui n'a pas été le cas jusqu'ici. Ensuite, qu'ils leur offrent un marché équitable, respectant leur droit au développement et n'hypothéquant pas leur croissance économique et leur lutte contre la pauvreté.

Un tel accord signifie trois choses. *Premièrement*, l'octroi de droits d'émissions égaux pour chaque habitant de la planète, un principe incontournable pour une justice climatique au plan mondial, conforme au principe du pollueur-payeur. Il est normal que les pays industrialisés doivent réduire davantage et plus rapidement leurs gaz à effet de serre que les pays en développement. Non seulement ils en ont les capacités financières et technologiques, mais ils en portent la responsabilité principale : leurs émissions sont dix fois plus grandes par habitant et 80 % des accumulations dans l'atmosphère proviennent de leur développement depuis la Révolution industrielle du XIX^e siècle, fondée sur l'énergie fossile. En 2030, selon l'Agence internationale de l'énergie, les émissions d'un Chinois ne devraient représenter qu'un quart de celles d'un Américain.

C'est pourquoi les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de CO₂ de 25 à 40 % d'ici 2020 (et pas seulement d'au moins 20 % comme le préconisent l'UE et la Suisse), puis de 90 % jusqu'en 2050. Surtout, le gros de l'effort doit être réalisé au plan domestique et non au travers de projets de réduction à l'étranger, ainsi que l'envisagent également l'UE et la Suisse via le concept de « neutralité climatique ». Cela suppose notamment le remplacement d'une bonne part des énergies fossiles par des énergies renouvelables.

Deuxièmement, les pays du Sud doivent obtenir la garantie d'un accès rapide et bon marché aux technologies pro-climat les plus récentes. Les pays du Nord s'étaient engagés à de tels transferts dans la Convention-cadre des Nations Unies sur le climat de 1994, mais ils n'ont quasiment rien fait jusqu'ici. Motif ? Leurs possibilités seraient limitées, la technologie étant dans les mains des entreprises privées. Une manière un peu facile de se dédouaner, mais qui pointe sur l'un des obstacles au transfert de technologies : les droits de propriété intellectuelle dont la Suisse est l'un des ardents défenseurs. C'est pourquoi les pays du Sud appellent à une révision du régime des brevets, afin d'assurer un juste équilibre entre la rémunération des innovateurs et le bien public global.

Troisièmement, il convient d'assurer le financement des mesures d'adaptation des pays du Sud aux effets du réchauffement climatique : systèmes d'alerte, approvisionnement en eau, barrages de protection, etc. La Banque mondiale évalue ces coûts annuels entre 10 et 40 milliards de dollars.² Selon le plan d'action adopté à la Conférence de Bali en 2007, la plus grande part des ressources financières - prévisibles et durables - devraient venir du Nord.

Ethiquement, elles devraient s'ajouter à l'aide au développement. Il serait en effet indécent d'opposer protection du climat et lutte contre la pauvreté. De plus, il ne s'agit pas d'un don des pays développés, mais du remboursement de la dette écologique qu'ils ont contractée en réalisant leur prospérité actuelle sur le dos de la planète et en profitant du bien commun que constitue l'atmosphère. La Suisse a, dans ce sens, mis sur la table une proposition très intéressante de taxe globale sur le CO₂, selon le principe du « pollueur-payeur ».

Un fonds d'adaptation a donc été créé, qui sera alimenté essentiellement par des prélèvements sur le marché des certificats d'émissions de gaz à effet de serre. Si les pays du Sud ont obtenu d'être majoritaires dans son directoire et de pouvoir y accéder directement - et non à travers un intermédiaire comme la Banque mondiale (contrôlée par les donateurs) -, les montants prévus sont pour l'instant négligeables : entre 300 et 500 millions de dollars d'ici 2012 ! Une bagatelle en regard des 2600 milliards engagés pour sauver le système financier. La preuve que ce n'est pas l'argent qui manque, mais la volonté politique. Quand les gouvernements le jugent nécessaire, ils trouvent les moyens. Et massivement.

Si un pays a des dizaines de milliards à dépenser à court terme pour renflouer ses banques, il devrait aussi se donner les moyens de sauvegarder le climat à long terme. Sans cela son économie n'aura aucun futur. D'autant plus que, selon le rapport Stern, on pourrait couvrir les coûts d'adaptation en y consacrant 1 % du PIB mondial, alors que l'inaction se solderait par une baisse allant jusqu'à 20 %.

Changement de modèle

Ces trois points sont les conditions incontournables pour parvenir à un consensus entre le Nord et le Sud. Il sera très difficile à réaliser, mais tout n'est pas perdu. L'entrée en lice de l'administration Obama, qui a promis de réduire les émissions des Etats-Unis de 80 % d'ici 2050, peut dynamiser le processus de négociations. Plusieurs pays

2 • Oxfam parle même de 50 milliards.

en développement, comme l'Afrique du Sud, le Mexique et la Corée du Sud, sont prêts à s'engager.

Il n'y aura donc pas d'accord post-Kyoto substantiel sans justice entre pays riches et pays pauvres. Cela suffira-t-il à sauver le climat ? Non, si cela ne s'accompagne pas d'une remise en question du modèle économique occidental.

Fondé sur le credo illusoire et dévastateur de la croissance quantitative perpétuelle, celui-ci est également profondément inéquitable, car non extensible au reste de la planète et aux générations futures. *Nolens volens*, le problème du climat ne sera pas résolu par les seuls pouvoirs miraculeux de la technologie et du marché. Il suppose l'invention d'un autre mode de production et de consommation, la mutation personnelle et collective vers une autre relation à la nature. Autrement dit, un changement de paradigme.

A chacun son bilan carbone

C'est notamment l'avis du Nobel de la paix 2007 Rajendra Pachauri, président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il appelle à moins de viande, moins de shopping, moins de voitures et moins de transports en avion : « Il nous faut aussi modifier nos modes de vie et nos comportements. Les pays du Sud, en particulier, n'ont pas d'autre choix que de trouver un autre chemin de développement que celui des Occidentaux. Mon rêve serait de voir émerger un vaste mouvement de consommateurs citoyens,

conduit par la jeunesse et refusant tout produit ou activité gourmand

en carbone. C'est la seule chose qui obligera les multinationales et les gouvernements à changer radicalement de trajectoire. Oui, que chacun fasse son bilan carbone ! »³

La crise financière actuelle, qui montre l'impasse et les absurdités de notre système économique, n'est-elle pas l'occasion rêvée d'une telle remise en question ?

M. E.

Et la Suisse ?

La Suisse a les moyens de jouer un rôle pionnier en matière climatique, indépendamment des vagues-hésitations de l'UE et de la crise financière. C'est la conviction des grandes œuvres d'entraide qui attendent qu'elle s'engage à fond pour un accord post-Kyoto efficace, solidaire et équitable, garantissant aux pays en développement le droit de se développer de manière durable. Action de Carême et Pain pour le prochain ont, à cette fin, lancé une action de cartes postales adressées au Conseil fédéral qui constitue le cœur de la nouvelle Campagne œcuménique.

Alliance Sud suit de près la préparation du sommet sur la protection du climat (Copenhague, décembre), ainsi que la révision en cours de la loi fédérale sur le CO₂ qui définira la future politique climatique de la Suisse et son engagement en matière de réduction des gaz à effet de serre.

www.alliancesud.ch
www.droitalimentation.ch

3 • *Télérama*, 17.01.2008.

Rester mobile sans pétrole

●●● René Longet, Onex (GE)

Président d'Equiterre, Partenaire pour le développement durable

Dans les pays occidentaux, les 40 % de la facture pétrolière sont le fait du chauffage ; juste derrière arrivent les transports. En Suisse, les transports dans leur ensemble sont responsables d'environ 35 % de la consommation d'énergie et de 30 % des émissions de gaz carbonique. Comment réduire ces taux ? Par le développement du rail et l'utilisation d'autres énergies.

La consommation unitaire d'énergie du transport routier est 7 à 8 fois supérieure à celle du transport ferroviaire. Cela s'explique par des causes physiques, le rail offre une moindre résistance que la route au mouvement de traction, et parce qu'on met bien plus de personnes et de marchandises dans un train que dans un camion ou une voiture.

Parmi les autres impacts des transports souvent occultés, on peut citer les accidents, les coûts de la pollution, ainsi que la consommation d'espace. Pour ces paramètres, les performances du rail sont supérieures d'un facteur 10 environ. Comment se fait-il alors qu'une telle disparité en termes de coûts globaux ne conduise pas à une priorité au rail ?

Le mythe de sa petite auto qu'on charge, et en avant Simone, est fortement ancré dans la conscience populaire depuis les congés payés du Front populaire et la Nationale 7 menant droit aux plages du Midi. Loin de la cohue et de la promiscuité du train... le rêve de la liberté et du chacun pour soi !

L'urbanisme pavillonnaire et en barres, la séparation entre habitats, services, loisirs et lieux de travail ont rendu la population dépendante du transport individuel. Durant les Trente glorieuses, plus personne ne se posait de questions : la voiture allait devenir un bien de consommation aussi banalisé que le frigo ou la TV. Ceux qui n'en possédaient pas ou ne pouvaient pas conduire étaient

d'ailleurs officiellement qualifiés de « captifs » des transports publics, un « service social » appelé tôt ou tard à disparaître. Aux Etats-Unis, dans les années '30, General Motors (GM) achetait systématiquement les compagnies de tramways urbains... pour les fermer aussitôt ! En France, le réseau ferré à voie normale comportait à son extension maximale quelque 45 000 km. Il en subsiste à peine 30 000 aujourd'hui, dont environ 22 000 ouverts au trafic voyageurs. Quant aux lignes à voie étroite, elles atteignirent quelque 25 000 km dont il ne reste même pas un millier.

Dans les villes, même évolution : avant la généralisation de la voiture, toute ville qui se respectait, sur *tous les continents*, avait son réseau de trams. Près de 100 villes de France s'étaient ainsi équipées, la plus petite comptant 15 000 habitants. Tout a disparu pratiquement entre les années '40 et '60. Mais si on pouvait structurer les villes nouvelles des banlieues d'une manière conforme à l'automobile, dans les centres anciens, cela était impensable, à moins de les défigurer complètement.

Le tournant a certainement été la controverse à Paris, en 1969, autour des autoroutes prévues le long des berges de la Seine. Aujourd'hui donc, on recommence à développer les transports publics et à croire au rail. Le TGV a enrayé la progression de l'aviation interne. Dans plusieurs pays, les lignes

de chemin de fer rapide séduisent les décideurs. C'est en Asie que le rail est le plus populaire : après le Japon, qui en a été le pionnier dans les années '60, c'est au tour de la Chine et de l'Inde de se lancer dans des programmes de liaisons rapides.

Rouler moins

Le retour du rail est un aspect. L'autre est de minimiser la consommation de pétrole des transports individuels. Comment faire face au doublement annoncé de l'effectif des véhicules à moteur ? Quelle sera leur consommation, leur source d'énergie ? Améliorer l'usage des véhicules routiers, c'est rouler moins et mieux, avec d'autres énergies.

Dans les années '50, chaque Français parcourait en moyenne 5 km par jour, aujourd'hui on en est à 45 (Suisse 39), 40 % comprenant des déplacements de loisirs (Suisse 45 %), 33 % pour le travail (Suisse 36 %) et 27 % pour les courses, les études, etc. Le taux d'occupation moyen est de 1,6 personne par véhicule, autrement dit la voiture ne compte le plus souvent qu'un seul occupant, le conducteur ! Sur les trajets accomplis, un tiers font moins de 3 km et un sur huit moins de 1 km. Faut-il vraiment sur ces petites distances bouger un carrosse de quelque 1500 kg ? Le vélo et la marche à pied devraient ici s'imposer comme les modes de déplacement dominants, pour peu que leurs parcours aient été sécurisés.

On peut aussi favoriser le covoiturage. Au vu des places vides dans les véhicules, il y a du potentiel... Les universités de la région Ile de France ont proposé en février 2008 des systèmes de covoiturage à leurs quelques 350 000 étudiants. C'est une habitude à prendre, une organisation à mettre sur pied. Autre solution, partager entre plusieurs personnes un véhicule. Ce système, pratiqué dans les années '40 et '50 pour des raisons économiques, connaît un renouveau. En Suisse, plus de 80 000 clients se partagent 2000 véhicules sur 1000 places de parkings. L'Office fédéral de l'énergie estime le potentiel à huit fois ces chiffres.

Enfin, il s'agit de miser sur la réduction de la consommation en carburant des véhicules. En 30 ans, les voitures l'ont réduite de 40 %, effort largement englouti par l'explosion du parc automobile. La norme pour les nouveaux véhicules que les organes de l'UE ont retenue pour 2012 sera de 5,55 l/100 km pour l'essence et de 4,98 pour le diesel, correspondant à 130 g de gaz carbonique au km. En Suisse, le programme Suisse Energie a fixé la cible à 6,4 l/100 km comme moyenne nationale. En 2007, on en était à 7,6. En fait, la consommation unitaire a baissé de 11 % entre 2000 et 2007, mais le poids des véhicules a augmenté de 9 % ; sans cette compensation, la consommation serait à 6,9 l/100 km. En effet, par tranche de 100 kg, on compte 0,5 litre de consommation de plus aux 100 km !

1 • Le nombre de voitures dans le monde a connu une croissance exponentielle. En millions : 67 en 1955, 90 en 1960, 131 en 1965, 190 en 1970, 700 en 2004 ; actuellement, 1 milliard ; pronostic 2020, 2 milliards.

Consommation d'énergie par les transports (2004)				
	Route	Aviation	Rail	Autres
France	81,5%	15,4%	2,5%	1%
Belgique	82,8%	14,4%	1,7%	1%
Suisse	78,6%	18,2%	3,2%	-

Aujourd'hui, l'étiquetage énergétique classe les véhicules selon leurs performances. La catégorie A, la meilleure, suppose une émission en-dessous de 100 g de CO₂ au km, comme le tout récent modèle Golf Blue Motion de VW, avec ses 3,8 l/100 km et 99 g/km d'émissions de gaz carbonique. Le niveau moyen des émissions des véhicules neufs en France a été de 152 en 2005 (contre 176 en 1995 et... 154 en 2001). Les valeurs correspondantes (pour 2004) sont de 162 pour l'UE et de 192 pour la Suisse.

La voiture électrique

Au tout début de l'automobile, en 1899, alors que la benzine faisait tousoter moteur et conducteur à 15 km/h et protester tout le voisinage, 900 voitures à essence avaient été fabriquées aux Etats-Unis contre 1600 électriques ! On peut encore admirer ces magnifiques précurseurs dans nos musées des transports. Le rendement énergétique des voitures électriques est de 90 %, contre à peine un tiers pour le moteur à explosion, ce qui équivaut à une consommation de 2 litres d'essence aux cent. Le facteur limitant n'est pas la vitesse, comme on le croit souvent, mais le rayon d'action, soit la capacité de stockage de la batterie. Voici une quinzaine d'années, divers constructeurs avaient proposé des modèles, comme la Cleonova II de Dassault (avec une autonomie de 100 km), mais aucun n'a véritablement percé. PSA avait commercialisé plus de 15 000 véhicules électriques, malheureusement à autonomie réduite (80 km). L'arrêt de l'essai de la voiture EV en Californie a donné lieu au film *Who killed the electric car ?* Disponible dès 1996 sur le marché, l'EV-1 biplace se distinguait par son dessin aérodynamique, ses fortes capa-

cités d'accélération et une autonomie de 200 km. Plus de mille de ces véhicules circulaient en Californie et en Arizona, sous forme de test. Tout allait bien. Pourtant le rideau a rapidement été tiré et, sous la pression du lobby pétrolier, leur producteur, GM, les a retirés du marché ! Aujourd'hui, les temps semblent changer, comme le montre le succès de la Toyota Prius, véhicule hybride, c'est-à-dire doté de deux systèmes de propulsion, à essence et électrique. Depuis son lancement voici 10 ans, plus de 1,2 million d'exemplaires ont été vendus. C'est la percée la plus spectaculaire. Elle consomme 4,3 l/100 km et émet 104 g/km de CO₂. Honda espère vendre, dès 2011, 500 000 voitures de ce type par an. De nouvelles batteries (lithium-ion) permettent de doubler leur rayon d'action.

Dans plusieurs pays, des incitations fiscales ainsi que des réseaux de recharge de batteries se mettent en place pour encourager l'achat de véhicules électriques. On escompte un effectif mondial de 10 millions de véhicules électriques en 2010 et de 2 millions d'hybrides en 2012, soit 1 % du parc mondial. En 2020 déjà, ils devraient constituer un quart du parc automobile !

Renault prépare un test de grande envergure en Israël pour 2011 : 500 000 sites de recharge sont prévus pour les batteries au lithium, offrant une autonomie de 100 km. L'Etat abaissera ses taxes sur ces véhicules de 30 % et la recharge coûtera par mois le tiers du prix de l'essence ; on ne passera pas plus de temps que maintenant à la pompe à essence.

Reste la question-piège : le mode d'alimentation. Il y a en fait deux enjeux. D'une part, la filière d'élimination sûre des piles usagées. D'autre part, la provenance de l'électricité. Aux Etats-Unis, les grands distributeurs d'électricité rêvent d'électrifier les autoroutes ! Les réveils

seront douloureux quand on s'apercevra que nous roulons au charbon ou au nucléaire. Même s'il a été calculé que l'électrification de l'ensemble du parc automobile en Allemagne n'entraînerait qu'une qu'augmentation de 16 % de la consommation de courant, préparons l'avenir et préoccupons-nous de l'autonomie énergétique. Or aucune technologie à ce jour n'arrive à la cheville des simples panneaux photovoltaïques ! La mobilité de demain, c'est certainement là qu'il faudra la chercher.

D'autres énergies

Le gaz. Dans de nombreux pays roulent des voitures alimentées au gaz de pétrole liquéfié (GPL) : 125 000 en Allemagne, 150 000 en France, 300 000 aux Pays-Bas, 650 000 en Pologne et en République tchèque, et 1,3 million en Italie. Une de leurs qualités est de n'émettre pratiquement aucun gaz azoté.

D'autres, au nombre d'environ 7000, carburent au gaz naturel (Citrôén C3). Effectif mondial : plus de 5,5 millions de véhicules de ce genre. En Argentine, ils représentent 20 % du parc, en Italie près d'un demi-million d'autos. En Suisse, on escompte 30 000 véhicules en 2010. En France, 300 stations de remplissage sont prévues. Le gaz naturel est essentiellement composé de méthane (CH₄), émettant nettement moins de substances polluantes et abaissant les émissions de CO₂ de quelque 20 %.

L'hydrogène. La technique de la pile à combustible est ancienne. En termes de consommation, elle correspond à 3,5-4 litres d'essence aux cent. Demeure la question du stockage de l'hydrogène, ainsi que celle d'une autonomie encore limitée à 150 km. En Islande, des autobus à hydrogène font le plein dans une station-service bien particulière, vaste

espace de 300 m³, couplé à une station de production. BMW a produit le prototype H2E, plus objet de prestige que pionnier de l'écologie. Daimler Chrysler a mis en circulation 80 véhicules expérimentaux, FCell+. Quant à Honda, il lance la FCK Clarity. En Californie, on compte déjà 30 points de recharge pour les piles à combustible. Reste le bilan énergétique et écologique de la filière. L'électrolyse de l'hydrogène demande de l'électricité et ses piles du platine.

Les biocarburants. Voici quelques années tous les regards étaient tournés vers les agrocarburants. Colza, canne à sucre, algues, tout était bon pour nourrir nos insatiables moteurs. En quelque sorte, la biomasse du présent prenait la place de la biomasse fossile. Mais un problème a surgi : des centaines de millions d'êtres humains ne mangent pas à leur faim ; cet engouement pour les usages non-alimentaires de nos champs n'allait-il pas leur être fatal ? Aujourd'hui, on donne priorité à des biocarburants de la 2^e génération, faits de déchets agricoles. La Suisse prépare d'ailleurs une ordonnance limitant les biocarburants à ceux qui n'ont pas d'impact écologique et social significatif.

La discussion sur les agrocarburants doit servir de leçon. Il n'y a pas de miracle ! Un examen minutieux de chaque situation, encore et toujours, est inévitable pour que le remède ne soit pas pire que le mal.

R. L.

285 000 voitures immatriculées en Suisse en 2007

- deux tiers fonctionnant à l'essence
- un tiers au diesel
- 1 % d'hybrides
- 0,6 % au gaz
- 0,5 % à l'éthanol

Assassinat de Gaza

De la politique suicidaire du Hamas à la folie meurtrière d'Israël

●●● **Jean-Bernard Livio s.j.**, Villars-sur-Glâne
Bibliste, spécialiste du Proche-Orient

L'offensive israélienne contre les Palestiniens de Gaza, répondant à une attaque de roquettes depuis ce territoire, a fait la une de nos médias. Comme toujours, cette guerre a été non seulement violente, meurtrière et injuste, mais surtout absurde : elle ne résoudra ni la situation locale ni celle de l'ensemble de la région. Au contraire. Ces derniers événements mettent en exergue l'isolement du Hamas, les véritables motivations israéliennes et les problèmes d'identité de sa population.

Les manifestations de rue dans les villes européennes l'ont prouvé : Israël n'a plus vraiment le soutien et l'estime populaire car on ne comprend pas la violence de son armée super-sophistiquée, dotée des armes les plus précises qu'il soit sur le marché aujourd'hui. Or n'a-t-on pas assisté à un massacre, du genre à déchaîner les violences les plus basses et à enflammer la colère des masses ? Et qu'en sera-t-il, dans les pays arabes voisins, l'Égypte et la Jordanie, une fois les canons tus ? Les gouvernements de ces deux pays ont signé la paix avec Israël, mais leurs populations peinent à accepter que cette paix ne profite pas encore à tous les habitants du territoire.

Ces derniers mois n'ont fait qu'engendrer des tensions de plus en plus incontrôlables au cœur du monde arabo-musulman, car les derniers bombardements prouvent que Tsalah ne cherche pas seulement à détruire quelques sites armés chez l'ennemi, mais à assassiner la bande de Gaza tout entière. Le moment choisi par Israël pour perpétrer ce massacre n'est du reste pas innocent : vacance de pouvoir à la Maison Blanche et proximité immédiate de législatives en Israël (10 février), dont sortiront de nouveaux gouvernements, pas forcément plus enclins à trouver une solution pacifique.

Personne pourtant n'est dupe parmi les observateurs de la politique au Proche-Orient : Israël déclare s'en prendre au Hamas, et la diplomatie internationale peine à lui donner tort ; or le Hamas est plus que jamais isolé dans le monde arabe. Aucun gouvernement au Moyen-Orient n'a pris officiellement sa défense durant ces dernières semaines. Ceci ne risque-t-il pas d'inciter Israël à aller beaucoup plus loin (tant qu'aucune solution ne lui sera imposée du dehors), au risque d'incendier toute la région ? Mais dans ce cas, l'Etat hébreu risque fort de ne pas y survivre.

Faiblesses palestiniennes

Et du côté des Palestiniens de Gaza ? Car c'est bien eux qui saignent et meurent dans toutes nos *news*. Que peuvent-ils encore espérer du Hamas, ce parti créé en son temps par la droite israélienne pour contrer toute velléité de constituer un gouvernement palestinien unifié autour de Yasser Arafat et de son successeur ? Certes le Hamas est un parti politique révolutionnaire, mais n'oublions pas qu'il a commencé par se dévouer à la cause des plus pauvres. Ainsi a-t-il su s'acheter des voix et gagner les élections.

Bien sûr, le point de vue occidental n'a cessé de souligner l'appartenance (présumée) du Hamas au milieu de l'extrémisme islamique, synonyme de terrorisme ; c'est pourquoi aucun de nos pays occidentaux - au mépris du sens le plus élémentaire de la démocratie qui nous est pourtant si chère - n'a voulu reconnaître la légitimité des législatives qu'il a remportées en 2006, avec plus de 60 % des voix.

Depuis, le Hamas a voulu (dès juin 2007) faire cavalier seul, s'opposant ouvertement à la politique de l'Autorité palestinienne (Mahmoud Abbas a plus d'une fois montré qu'il en manquait totalement, faute de s'en donner les moyens). Le Hamas a gagné en accusant les « autorités » palestiniennes de corruption et de faiblesse, mais, depuis, il a prouvé qu'il était lui aussi gangrené par la corruption - cette même corruption qui a fait chuter le gouvernement israélien et son Premier ministre sortant Ehoud Olmert. Aujourd'hui le Hamas a cessé d'être le défenseur des intérêts palestiniens, même à Gaza, prisonnier d'une spirale intégriste et terroriste.

Mais demain, quand la guerre aura cessé, quand les Gazaouis se réveilleront plus pauvres et plus démunis que jamais, qui les aidera à regagner dignité et confiance en eux ? Le Hamas sait déjà qu'il n'a pas le monopole de la cause palestinienne, qu'il n'en est plus le porte-parole et qu'à force de vouloir faire chuter le gouvernement de Mahmoud Abbas, il s'est coupé de l'appui nécessaire de ses voisins et riches alliés arabes. Sans l'Egypte, sans l'Arabie saoudite, les Palestiniens ne pourront jamais se faire entendre par la communauté internationale ; il ne manque pas de voix palestiniennes, même à Gaza, pour déclarer que leur survie dépend du consensus arabe. Or celui-ci ne se fera pas avec un Hamas terroriste.

Mais ces voix, sous le bruit écrasant des missiles, personne ne peut plus les entendre ! Alors la violence prend le dessus ; et l'homme de la rue (même dans nos capitales) se plaît à souhaiter que les petits palestiniens vainquent le géant israélien - le conte biblique n'est jamais très loin. Mais ne rêvons pas ! La paix ne se construit pas par l'écrasement de l'un par l'autre mais par la voie difficile de la prise en compte des revendications légitimes de tous. Et par la négociation, où forcément chacun doit donner pour recevoir. Mais sait-on donner en Israël ?

Qui est Israélien ?

Depuis trop longtemps, on tente en Israël de berner le monde entier en maintenant dans toute la propagande sioniste - et ce déjà lors de la création de l'Etat hébreu, au lendemain des horreurs nazies - l'amalgame entre « juif » et « israélien ». Au point que l'on n'ose pas critiquer la politique d'Israël sans se faire traiter d'anti-juif. Au point que l'on n'a jamais vu des personnalités religieuses du monde juif se prononcer contre la politique inhumaine de l'armée israélienne d'occupation. Au point que l'on désespère de voir un jour une majorité à la Knesset capable de voter une constitution nationale. Car on bute régulièrement sur un obstacle majeur : définir « qui est israélien » (art. 2).

Dans toute constitution, il est de règle de mentionner de qui l'on parle. Or ce qui semble facile et évident dans tout pays démocratique est un casse-tête en Israël. Pour la droite et les religieux, il est impossible de définir un Israélien sans mentionner sa nécessaire origine juive ! Mais que faire alors de ce million et demi d'*Israéliens* (1 sur 3), avec pas-seport et citoyenneté israéliens, d'ori-

A lire

Emmanuel Faux,
Le nouvel Israël. Un pays en quête de repères, Seuil, Paris 2008, 296 p.

Sari Nusseibeh et Anthony David, *Il était un pays. Une vie en Palestine,* J.-C. Lattès, Paris 2008, 502 p.

gine arabe, chrétiens ou musulmans. Sans oublier les druzes. Cette collusion est le plus grave danger qui menace l'existence de l'Etat hébreu. Et personne n'ose vraiment se l'avouer. Alors, on préfère se trouver un ennemi commun pour souder l'impossible unité des Israéliens. Heureusement, tout récemment, devant le bâtiment des Nations Unies à Genève, on a pu voir un homme, québécois et juif, qui brandissait une pancarte : « La guerre à Gaza ne se fait pas au nom des juifs ! » Il y est resté quinze jours, seul ! N'y avait-il personne parmi les hommes de bonne volonté de chez nous pour venir le soutenir dans sa revendication identitaire ? Courageuse et combien nécessaire tentative de clarification, pour que demain il n'y ait plus dans nos populations occidentales, ni antisémitisme ni réactions anti-juives, mais que naisse, au nom de la raison (et pourquoi pas au nom de ce Dieu auquel juifs, musulmans et chrétiens croient), une saine critique de tout pouvoir corrompu et une condamnation sans appel de toute autorité assassine.

Quelques vérités

Dans la presse israélienne, des voix, chaque jour plus nombreuses, s'élèvent pour rappeler quelques autres vérités, à garder en mémoire dans notre lecture quotidienne de tous ces crimes contre l'humanité : « Non, nous ne faisons pas que de nous défendre », écrit l'historien Tom Segev dans le *Ha'aretz*.¹ Et il poursuit à peu près dans ces termes : arrêtons d'affirmer que l'attaque contre Gaza veut éradiquer les roquettes que lance le Hamas et par là le terrorisme ; le terrorisme zéro n'existe pas, aucune région du monde ne peut prétendre en être indemne.

Vu la perspective des élections israéliennes, les bombardements ont débouché sur une sorte de cessez-le-feu. Mais après ? N'a-t-on donc pas appris, depuis plus de 60 ans, qu'aucune opération militaire n'est jamais parvenue à faire progresser un quelconque dialogue avec les Palestiniens ? Et ne tombons pas dans ce cliché sioniste : « Il n'y a personne (de légitime) à qui parler. » Car c'est Israël lui-même qui fait en sorte qu'aucun de ses ennemis ne devienne jamais suffisamment fréquentable pour se transformer en partenaire.

Rappelons qu'après la guerre des Six Jours, il était question dans les résolutions d'Igal Allon, alors Premier ministre, de permettre à quelques milliers de familles (palestiniennes) de la bande de Gaza de se reloger en Cisjordanie. Cela ne s'est jamais fait ! Parce que la Cisjordanie était destinée à la colonisation de peuplement, politique poursuivie depuis par tous les gouvernements israéliens, tant de gauche que de droite.

1 • In *Courrier International* 1^{er}-7 janvier 2009, p. 6.

Gaza, sous occupation



C'est Muli Peleg qui signe dans *Yedioth Aharonot* l'affirmation selon laquelle l'offensive militaire appelé *Plomb durci*² n'est rien d'autre qu'une énorme campagne de propagande électorale du chef du parti travailliste Ehoud Barak. Campagne financée à peu de frais [sic !] puisque prise sur le budget du ministère de la Défense qu'il dirige ! De l'issue de *Plomb durci* dépend l'issue des législatives. Barak le sait bien : celui qui se montrera au combat le plus fort [comprenez : le plus meurtrier] risque bien de sortir vainqueur des urnes.

Même son de cloche chez Yossi Verter, dans *Ha'aretz* : cette guerre est celle d'Ehoud Barak, « lequel tente d'écarter, pour lui et son parti, le spectre de la défaite humiliante que lui prédisent tous les sondages. Mais il joue gros ; en cas d'échec, le pouvoir tombera comme un fruit mur entre les mains de son rival du Likoud. »

Quant à la plume de Michel Warschawski, directeur de l'agence de presse israélienne AIC - Centre d'information alternative, elle se fait une fois de plus grinçante : « Bien que rapportant plus ou moins correctement les principaux faits de l'offensive en cours, les médias occidentaux donnent des titres, optent pour des points de vue ou des analyses qui de fait ne rapportent que la version pro Israël. On ne lit pas *Israël bombarde les Palestiniens*, mais *Israël attaque le Hamas*, comme si larguer une bombe

en plein cœur de Gaza, qui est la ville la plus densément peuplée du monde, ne signifiait pas causer volontairement des morts civils. »³

On aimerait entendre plus de voix, dans chaque camp sur place, s'élever pour dire l'absurdité d'une guerre qui ne fait que tuer sans apporter aucun signe noiroire d'apaisement.

J.-B. L.

Relire l'Histoire

Rashid Ismaïl Khalidi, professeur à l'Université Columbia de New York et auteur de *Palestine, histoire d'un Etat introuvable*, a publié en janvier, dans le *New York Times*, un article rappelant des points souvent « oubliés » à propos de Gaza.

- La plupart des 1,5 million d'habitants de la bande de Gaza ne s'y trouvent pas volontairement, mais suite aux transferts de force opérés en 1948 par l'armée israélienne.
- Les habitants de Gaza vivent sous l'occupation d'Israël depuis la guerre des Six Jours. Israël est considéré comme une force occupante bien qu'il ait retiré ses troupes et colonies en 2005, car l'Etat hébreu contrôle toujours les accès à la zone, l'espace aérien, les importations et les exportations ; ses forces entrent à Gaza selon son bon vouloir. En tant que puissance occupante, Israël est responsable du bien-être de la population de Gaza, conformément à la 4^e Convention de Genève.
- La fermeture des frontières imposée par Israël à la bande de Gaza est devenue de plus en plus fréquente et stricte après la victoire du Hamas aux élections législatives de janvier 2006. Le blocus a causé une augmentation du chômage, de la sous-alimentation et une dégradation des moyens médicaux. Il s'agit là d'une punition collective à l'égard d'une population exerçant ses droits démocratiques.

2 • Il n'est pas certain que ce soit la bonne traduction française, puisque l'expression en hébreu est tirée d'une comptine de Bialik qui parle d'une toupie en *plomb fondu*, comptine que les enfants chantent lors des fêtes de Hanoukka (la fête des lumières) pendant lesquelles l'offensive sur Gaza a été lancée en décembre 2008... La fête de Hanoukka commémore la purification et la dédicace du temple de Jérusalem et de son autel en l'an 164 avant J.-C.

3 • *Apic*, 31 décembre 2008.

L'Iran, trente ans après

●●● **Mohammad-Reza Djalili**, Genève

*Professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement,
spécialiste du Moyen-Orient et de l'Asie centrale*

Trente ans de révolution islamique, élection présidentielle iranienne le 12 juin : 2009 sera une année importante pour la République islamique. Une date qui nous renvoie à l'an 1979 qui marque, dans l'histoire de la deuxième moitié du XX^e siècle, un tournant dont on n'a peut-être pas très bien mesuré l'importance. Trois événements majeurs vont s'y produire, aux conséquences dépassant très largement le cadre régional dans lequel ils se déroulent.

Le 16 janvier 1979, le shah d'Iran quitte Téhéran et moins d'un mois plus tard, le 11 février, la révolution islamique triomphe. Le 20 novembre 1979, premier jour d'un nouveau siècle, l'an 1400 selon le calendrier musulman, un groupe islamiste dirigé par un caporal retraité de la Garde nationale saoudienne, Juhayman al-Utaybi, s'empare de la Grande mosquée de la Mecque, lieu le plus sacré de l'islam. Mohammad Abdullah al Qahtani, beau-frère d'Utaybi, est présenté aux fidèles comme le Mahdi, figure messianique de l'islam qui vient, selon la vision sunnite, remettre sur le droit chemin les musulmans égarés afin de rétablir sur terre une société juste, débarrassée des forces du mal. A la fin de cette même année, le 27 décembre, les chars soviétiques entrent en Afghanistan et déclenchent un nouveau conflit armé.

Ce dernier événement modifie l'équilibre des rapports de force au niveau global et relance une nouvelle phase de la guerre froide, tandis que la prise de la mosquée de la Mecque révèle la profondeur du malaise qui existe au sein du Royaume saoudien. Quant à la révolution islamique qui se produit en Iran, elle a une conséquence immédiate puisque l'Occident perd un allié important et que, dans la région du golfe Persique, le pays riverain le plus important, qui jusque-là

avait été un facteur de stabilité, se transforme en puissance révolutionnaire mettant en cause la stabilité régionale.

A l'époque, peu de personnes furent conscientes des effets à long terme de ces événements. Certes, les affaires d'Iran, d'Arabie saoudite et d'Afghanistan furent suivies avec le plus grand intérêt et même une certaine inquiétude, mais on était loin d'imaginer les effets considérables qu'elles auraient durant les années et les décennies à venir.

Aujourd'hui, trente ans après, force est de constater que l'intervention soviétique en Afghanistan a déclenché un processus conflictuel aux effets extrêmement négatifs pour l'URSS elle-même, tout en faisant de la guerre, sous des formes différentes et pour des raisons variées, le quotidien de ce pays et cela jusqu'à nos jours. Les événements de la Mecque confirmeront l'existence d'un courant extrémiste radical au sein de l'islam sunnite qui se transformera, entre autres, en une organisation terroriste au contact justement de la première des guerres afghanes. Mais sans doute ces deux événements n'auraient pas eu ces effets s'ils n'avaient pas été précédés par la révolution islamique : les Soviétiques auraient probablement réfléchi à deux fois avant d'entreprendre leur intervention en Afghanistan si le régime du shah avait toujours été en place à Téhé-

ran ; quant à la prise de la Grande mosquée, il n'est pas exclu qu'elle ait été influencée quelque part par ce qui se passait depuis des mois sur l'autre rive du golfe Persique.

En fait, la révolution islamique, qui produit un véritable séisme dans le monde musulman, tant chez les chiïtes que les sunnites, est un événement majeur, emblématique et fondateur qui amène, pour la première fois, le fondamentalisme islamique dans l'arène internationale en tant que nouveau facteur agissant. Il acquiert ce rôle grâce à l'écho qu'il rencontre, mais surtout du fait qu'il s'incarne désormais à travers un Etat et par l'autorité et les moyens qu'offre cet Etat à ce courant idéologique, dont les racines ne se trouvent pas qu'en Iran.

Trois phases

Depuis trente ans donc, le vieil empire des Perses est devenu une république islamique, une théocratie dirigée par le clergé chiïte, favorable aux idées de Khomeyni, qui associe de plus en plus à son pouvoir une des instances révolutionnaires qu'il a lui-même mises en place, le Corps des gardiens de la révolution. L'histoire de ces trente années a été à la fois tumultueuse et marquée par une certaine continuité. On peut schématiquement la diviser en trois épisodes successifs. La première période correspond à la décennie Khomeyni, où le fondateur du régime est encore vivant. L'événement majeur de cette décennie est évidemment la guerre Iran-Irak (1980-1988), qui fut la guerre la plus meurtrière du XX^e siècle au Moyen-Orient. S'il ne fait aucun doute que le responsable du déclenchement de ce conflit est Saddam Hussein, il est aussi évident que la prolongation de la guerre, après la reprise de ses territoires par

l'Iran en 1982, est le fait de l'obstination de l'ayatollah qui voulait « libérer Jérusalem en passant par Kerbela ». Un autre événement marquant de cette période est la prise en otage, durant 444 jours, des diplomates américains de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran. La rupture avec les Etats-Unis, qui en est la conséquence immédiate, conditionne depuis trois décennies toute la politique extérieure de l'Iran, tout en étant à l'origine de l'isolement du régime sur la scène internationale, isolement dont les coûts politiques et économiques pour le pays sont incalculables. Au moment de la disparition de Khomeyni, en 1989, le pays est exsangue et au ban de la communauté internationale. Par contre, le régime a profité de la situation exceptionnelle de la guerre pour se consolider, étendre son emprise sur le plan intérieur, se doter d'alliés à l'extérieur (Syrie, Hezbollah au Liban) et renforcer ses moyens de coercition sur la société iranienne.

Ispahan



politique

A la mort de Khomeyni, Khamenei, qui durant les huit dernières années avait été président de la République, devient le deuxième Guide suprême, poste qu'il occupe toujours, et Rafsandjani, très lié à Khomeyni, est élu président de la République. Durant les deux mandats de ce dernier (1989-1997) une politique plus pragmatique est pratiquée afin de permettre la reconstruction économique du pays après huit ans de guerre et d'améliorer ses relations avec le monde extérieur, tout en continuant à réprimer violemment toute forme d'opposition.

Cette politique rencontrera un succès très mitigé. Certes, quelques projets seront réalisés, mais le gouvernement Rafsandjani contribuera surtout à l'amplification de l'inflation et à l'apparition d'une classe de nouveaux riches, liée souvent au président et à sa famille.

Avec la présidence de Khatami (1997-2005), le ton change. Il n'est plus question de développement économique mais de développement politique, plus d'islamisme triomphant mais une référence à la démocratie islamique, moins

d'Etat et plus de société civile. Ce discours attire évidemment les intellectuels, les jeunes, les femmes. Durant un ou deux ans, le réformisme qui permettrait de sortir sans heurts de la révolution islamique passionne l'opinion publique iranienne et séduit les observateurs externes. Mais dès l'été 1999, après une répression très violente des manifestations estudiantines, que le président réformateur ne condamne pas, le masque tombe. Khatami, homme du sérail, limite progressivement ses ambitions réformistes à l'intérieur du pays, pour continuer ses activités d'illusionniste sur la scène internationale en développant son discours sur le « dialogue des civilisations ». Mais à l'intérieur de l'Iran, où désormais réformisme rime avec impuissance, la crédibilité du président chute de manière vertigineuse, même si, à quelques occasions manquées, il essaie de reprendre pied.

Si l'aile conservatrice autour du Guide n'est pas mécontente de l'échec du réformisme, auquel elle a d'ailleurs largement contribué, elle est en même temps inquiète de constater l'engouement manifesté par la société iranienne pour le changement. Ce constat l'amène à se ressaisir afin d'éviter tout dérapage incontrôlé. C'est dans cette perspective que se place le soutien accordé à Ahmadinejad, lors de l'élection présidentielle de 2005. Celui-ci est un khomeyniste pur et dur, qui déteste à la fois les pragmatiques et les réformateurs qu'il accuse de trahir les idéaux de la révolution.

Mosquée de l'Iman,
Ispahan



L'élection surprenante de ce néo-conservateur à la présidence de la République islamique remet en question l'idée, très répandue chez certains observateurs de la scène politique iranienne, selon laquelle le régime serait entré dans sa phase « thermidorienne » et évoluerait vers une politique de plus en plus modérée à l'intérieur comme au plan international. Non seulement cette élection dément cette affirmation erronée, mais elle confirme aussi les doutes émis quant à la possibilité de réformation du système politique de la République islamique par voie électorale.

Désormais, la rhétorique des réformateurs est remplacée par la rhétorique religieuse-populiste des néo-conservateurs. Pour être élu à la présidence, le candidat Ahmadinejad a promis de lutter contre la corruption, de dénoncer la « mafia du pétrole » et d'entreprendre une redistribution plus équitable de la rente pétrolière ; autant d'engagements qui, trois ans et demi après son élection, sont loin de connaître un début de réalisation.

Fortification apparente

C'est dans ce contexte que, depuis quelque temps, il est de plus en plus question de la montée en puissance de l'Iran. *Iran : émergence d'une puissance régionale*, *L'Iran, le pays le plus influent du Moyen-Orient*, *Iran : un pays en quête de puissance*, *Iran : irrésistible ascension* sont des titres d'ouvrages, d'articles de revues spécialisées ainsi que des commentaires publiés dans les médias généralistes.

Cette soudaine « redécouverte » de la puissance d'un pays, classé hier encore comme Etat voyou, marginal et infréquentable, a de quoi surprendre mais elle s'explique pourtant aisément.

La conjonction de quatre facteurs est à l'origine de cette transformation de l'image du pays : le renversement, en 2001, des talibans anti-iraniens et anti-chiites notoires ; la découverte, en 2002, du programme iranien d'enrichissement d'uranium gardé jalousement secret depuis des années ; l'élimination en 2003 du régime de Saddam Hussein, l'ennemi numéro 1 de la République islamique, qui ouvre de nouvelles perspectives à la politique régionale et internationale de l'Iran ; et enfin l'apparition, dans le discours de dirigeants sunnites, du mythe de l'« arc chiite », identifié comme un instrument privilégié de la politique iranienne.

A cela, il faut ajouter que la montée des prix du pétrole sur le marché international, jusqu'en septembre 2008, a permis au pays d'accéder à des ressources financières comme jamais auparavant. La guerre de l'été 2006 au Liban, qui ne s'est pas traduite par une défaite claire du Hezbollah, a aussi contribué à rehausser le prestige du régime islamique, qui est à la fois à l'origine de la formation de cette milice chiite libanaise et reste en même temps son soutien le plus important.

Plus généralement, le renforcement des courants islamistes ces dernières années, chiites et sunnites confondus, au sein du monde musulman, la position de faiblesse dans laquelle se trouvent aujourd'hui les courants laïcs dans la région, la situation difficile que connaissent certaines puissances régionales aux dimensions comparables à l'Iran sont aussi des facteurs qui ont contribué à l'affermissement des positions iraniennes.

Potentiel en souffrance

Comme on le voit, la montée en puissance de l'Iran est une montée en puissance essentiellement par défaut. Elle est en partie due aux Etats-Unis qui, en éliminant les régimes de Saddam Hussein et des talibans, ont ouvert un champ d'action considérable au pouvoir iranien, qui s'est empressé d'investir massivement en Irak et plus discrètement en Afghanistan. Elle est aussi en partie consécutive à la montée des prix des hydrocarbures sur le marché international pendant une période relativement longue. Elle est enfin redevable à la position de faiblesse dans laquelle se trouvent certains Etats arabes voisins, ainsi que le Pakistan.

Certes, l'Iran jouit d'une situation géopolitique globalement privilégiée, de ressources en pétrole et en gaz considérables, d'une population nombreuse - sans être pléthorique - de plus en plus urbanisée et alphabétisée. De plus, le pays possède des forces armées dotées d'un matériel militaire apparemment performant, qui organise de nombreuses manœuvres et défilés impressionnants et qui pourra probablement, dans quelques années, arriver au seuil de la production de l'arme nucléaire. Par ailleurs, ses dirigeants actuels tiennent un discours populiste et agressif qui fait peur aux uns et ravit les autres, surtout les masses populaires d'une partie importante du monde musulman.

Mais à y regarder de plus près, force est de constater la nécessité de nuancer ces appréciations un peu trop rapides portées sur cet Etat. L'Iran a, il est vrai, un certain nombre d'atouts, mais ils relèvent davantage de l'ordre de la potentialité que de la réalité. Après une trentaine d'années d'existence, le régime actuel, empêtré dans ses considérations idéologiques et ses interminables

lutttes intestines, a montré son incapacité à concrétiser les potentialités réelles du pays.

Par ailleurs, l'Iran souffre sur le plan économique de handicaps majeurs, comme une inflation de l'ordre de 30 % et un chômage d'un taux équivalent. Le contexte actuel de crise économique, marqué par une chute impressionnante des prix du pétrole (147 dollars le baril en juillet 2008, 47 dollars en décembre), risque de renforcer les difficultés économiques déjà présentes dans le pays et de contrarier fortement les engagements budgétaires du régime. Même sur le plan énergétique, comparé aux autres producteurs de pétrole, l'Iran a une situation paradoxale puisqu'il est obligé d'importer 40 % de l'essence qu'il consomme tout en imposant un rationnement aux consommateurs.

Du point de vue social, c'est un pays qui connaît un des taux les plus élevés au monde de fuite des cerveaux, tandis que le fléau de la consommation de drogues - signe du malaise social de ce pays - touche une proportion record de la population.

Refusant l'engagement dans une véritable politique de développement économique, qui ferait sans doute de l'Iran un pays émergent mais qui aurait l'inconvénient d'obliger le pays à s'ouvrir vers le monde extérieur de manière incontrôlée par le régime, la République islamique a opté pour l'isolement sur la scène internationale. De ce fait, n'ayant ni les moyens économiques, ni le savoir-faire, ni la souplesse, ni la crédibilité internationale nécessaires pour parvenir à tirer les meilleurs bénéfices des avantages du pays et de ce que lui offre le contexte régional et international, l'Iran est aujourd'hui un véritable colosse aux pieds d'argile...

M.-R. Dj.

A lire sur l'Iran

Mohammad-Reza Djalili

Géopolitique de l'Iran, Complexe, Paris 2005, 144 p.

Iran. L'illusion réformiste, Presses de Sciences Po, Paris 2001, 126 p.

Diplomatie islamique : stratégie internationale du khomeynisme, PUF, Paris 1989, 242 p.

Destins brisés

●●● **Guy-Th. Bedouelle o.p.**, Angers (F)
Recteur de l'Université catholique de l'Ouest

Si le titre de cette chronique possède son poids de mélodrame, c'est pour faire écho, non sans une amicale ironie, à celui, un peu kitsch, des deux films dont elle veut rendre compte. Mais ici comme ailleurs, il ne faut pas se fier aux apparences : ces titres sentimentaux et, pour le second, non dépourvu d'affectation, même s'il se veut une citation de Mallarmé, cachent deux œuvres intéressantes et parfois poignantes, à côté desquelles il serait dommage de passer. Ces deux films se croisent de plusieurs manières ; au-delà de leur commun fondement dans la réalité, ils s'interrogent sur l'irruption de l'indicible, la mort progressive et inéluctable ou au contraire brutale dans le déchaînement irraisonné de la violence.

René Féret déploie depuis plus de trente ans un talent original et solitaire, cinéaste indépendant au sein d'un système qui ne l'encourage pas. Son dernier film raconte l'histoire d'un amour conjugal, en fait sinon en droit, rayonnant et absolu, que l'adversité va exacerber et transfigurer. Anne et Marc veulent un enfant et décident même de se marier, comme pour rendre public leur bonheur. Peu de temps après, Marc apprend qu'il est atteint de la maladie de Hodgkin, cancer du système lymphatique, et que le mal est déjà bien avancé dans son organisme. Il existe néanmoins des traitements dont nous suivrons la progression avec une précision clinique, rappelant celle du film de Patrice Chéreau : *Son frère* (2003).

Mais la foi en la guérison possible, comme l'espérance de pouvoir surmonter la menace pourtant de plus en plus lourde, s'appuient sur leur amour. Anne, sans nullement renier le devoir de lucidité, décide de lutter, et d'abord contre l'apitoiement généralisé de leur entourage, gêné et maladroit, puis, lorsque le verdict devient certain, de donner toutes les preuves d'amour à son compagnon. Ce dernier participe d'abord courageusement à ce combat dont il est l'enjeu, puis se retire insensiblement de l'écran, toujours plus affaibli. Une scène pathétique le montre, près de la fenêtre, en spectateur épuisé de la fête bruyante et joyeuse du mariage d'amis où le couple a tenu à se rendre.

Anne et Marc, auxquels respectivement Salomé Stévenin et Nicolas Giraud prêtent leur grâce, leur beauté et leur talent,

cinéma

**Comme
une étoile
dans la nuit,
de René Féret**

*Salomé Stévenin et
Nicolas Giraud*



ne sont manifestement pas religieux. Le mariage qu'ils envisagent est civil ; l'enferrement se fera au cimetière, sans une prière. Aucun Dieu n'est pris à témoin, ni de leur bonheur, ni même de leur malheur. La sexualité joue un rôle essentiel dans leur amour réciproque et Féret fait alterner des scènes audacieuses avec d'autres pleines de pudeur, comme celle, magnifique, qui ouvre le film, nous révélant, à une distance respectueuse, la découverte partagée du corps de l'autre. D'ailleurs, au sein même de notre société sécularisée et agnostique, la profondeur de leur amour recule les limites du langage : la promesse ultime que fait Anne de ne jamais oublier son compagnon possède une saveur d'éternité. On pense au Cantique des Cantiques (8,6) : « L'amour est fort comme la mort. » Après tout, l'amour véritable est un.

Sur ta joue ennemie est le premier film de fiction de Jean-Xavier de Lestrade, réalisateur de documentaires dont pendant les enquêtes sur des cas judiciaires réels montraient déjà son interrogation sur la faute, l'innocence et la culpabilité. Ici le cinéaste se situe en aval de ce qu'on appelle bien à tort un fait divers, comme s'il fallait en masquer l'horreur et le caractère exceptionnel : en 2004, en Normandie, un adolescent de 14 ans avait tué ses parents et son petit frère avec un fusil de chasse ; seule sa sœur avait réussi à échapper au carnage.

Dans le film, Julien, incarcéré, arrive à faire des études brillantes et même à obtenir un doctorat de philosophie en dissertant sur la culpabilité chez Kierkegaard. Une si bonne conduite amène le juge à accepter une libération conditionnelle. C'est à ce moment que le film commence.

Le spectateur, qui n'apprendra le forfait qu'à la moitié de l'œuvre, suit les méandres du prisonnier en sursis. Le plus intéressant n'est pas la description des difficultés qu'il rencontre, avec la méfiance des uns, les bonnes et maladroitement intentions des autres, les tentations offertes par les petits voyous qu'il a pu connaître, mais plutôt la lourde interrogation sur le geste criminel qu'il n'a jamais pu expliquer, ni aux juges ni à lui-même. Cette quête suit le chemin qu'il prend pour retrouver Emilie, sa sœur, et permet au cinéaste d'évoquer l'horrible passé par fragments, comme en un puzzle de l'incompréhensible.

Alors que le film de Féret procédait dans le naturel de la chronologie, faisant monter la tension en l'y insérant, Lestrade, en choisissant ces allers et retours du présent à l'événement fatidique, obtient un effet de chaos, d'ailleurs traité avec une certaine maladresse. Au bout du compte pourtant, il indique bien ainsi la dislocation, la fêlure qui sont intervenues dans la vie et la vision des deux personnages, le frère et la sœur.

Au-delà de l'interrogation sur la motivation du geste criminel, vite comprise comme impossible à discerner, le cinéaste aborde la question, beaucoup plus difficile, d'un possible pardon que seule Emilie pourrait donner à Julien qui lui fait horreur. La force du film consiste à montrer le paradoxe d'un retournement, plus profond que les comportements ou les apparences, qui permet de ne pas désespérer.

G.-Th. B.

**Sur ta joue ennemie,
de Jean-Xavier de Lestrade**

Giacomo Leopardi

D'une encre amère et noire

● ● ● **Gérard Joulé**, *Epalinges*

Faut-il être laid et bossu pour voir la vie en noir comme Leopardi ? Byron, qui était beau (quoique boiteux - de la boiterie de l'archange tombé du ciel après avoir lutté contre Dieu), avait pourtant à peu près la même philosophie que Leopardi. Mais c'était celle d'un homme qui, tel le Satan de Milton, avait déclaré la guerre à la société et à l'humanité, qui avait vécu sous le regard de ses contemporains, ces hommes qu'il méprisait hardiment, et qui était aimé des femmes, ces créatures du Diable, alors que Leopardi avait vécu comme un reclus dans son cabinet. Courbé sur ses livres, rêvant de ses chers Anciens et d'une gloire qu'il ne connut jamais de son vivant, il ne les méprisait que dans le secret de son cœur.

« Je naquis d'une famille noble, dans une ville ignoble d'Italie », écrivit-il. Le comte Monaldo Leopardi, son père, se disait fier de son palais, de son rang et de sa ville. Il préférait être le premier à Recanati que le second à Rome. Toutefois il vénérât le gouvernement pontifical et tenait à l'Ancien Régime par toutes les fibres de son être. Il ressemblait par plus d'un trait au marquis del Dongo, le père de Fabrice dans la Chartreuse, et refusa de se mettre à la fenêtre quand Bonaparte traversa la ville. « C'eût été, dit-il, faire trop d'honneur à ce misérable. » Convaincu de son importance, il était toujours vêtu de noir, portait la culotte courte, l'habit brodé et l'épée. « Avec une épée au côté et un habit de céré-

monie, disait-il, il serait impossible de tomber très bas, même si on le désirait. » Fabuleuse époque où le nom et le rang étaient tout et où le mérite comptait pour si peu, surtout quand il était incarné par une armée de va-nu-pieds comme celle des soldats de l'An II !

Une terrible mère

La comtesse Adelaïde, mère du poète, était une femme parfaite dans le sens le plus atroce du mot. Toute sa vie, écrit son mari, elle ne connut d'autres intérêts que ceux de sa famille et celui de Dieu. De ses enfants, elle exigea non seulement une entière et parfaite soumission à toutes les pratiques religieuses, mais un mépris total des choses de la terre. Elle condamnait tous les plaisirs, toutes les distractions qui éloignaient de Dieu. « J'ai connu une mère, écrivit plus tard son fils, qui non seulement refusait sa pitié aux parents qui perdaient des enfants en bas âge, mais les regardait avec une profonde et sincère envie, parce que ces enfants, échappant aux périls du monde, du péché, de la chair et du diable, s'étaient envolés au ciel, cependant que leurs parents se voyaient délivrés du souci de les élever. Lorsque ses propres enfants, comme il arriva plusieurs fois, furent en danger, elle ne pria pas pour qu'ils mourussent, car la religion l'interdit, mais en fait, elle s'en réjouit. Le jour de la mort d'un de ses

enfants était pour elle un jour heureux et elle ne comprenait pas comment son mari pouvait se lamenter. Elle tenait la beauté pour un vrai malheur et quand elle voyait ses enfants laids ou infirmes, elle rendait grâce à Dieu. Elle ne négligeait jamais une occasion de leur montrer leurs laideurs et s'étendait avec une impitoyable franchise sur les inévitables humiliations que de tels défauts physiques pouvaient causer. Tout cela pour les corriger du péché d'orgueil. »

On comprend qu'avec des parents aussi terribles et une pareille éducation, il eût fallu être un saint pour conserver la foi de son enfance ! Giacomo, qui n'était pas né pour être un saint, la perdit, après avoir pourtant montré une piété sincère et servi la messe avec un grand zèle. Mais la sainteté l'attirait moins que la gloire.

La bosse du savant

Le palais du comte son père contenait une immense bibliothèque. C'est là que Giacomo entreprit sa propre éducation. Il lut sans pédagogue les langues anciennes, latine, grecque et hébraïque. A l'âge où d'autres ânonnent le rudiment, il devint un véritable érudit et son nom commença à circuler parmi les sociétés savantes. Pendant toute son enfance, il vécut dans cette bibliothèque : il y avait usé ses yeux, il s'y était tordu. Son corps déformé, privé de tout exercice physique, ne résistait plus à aucun effort et lui était devenu un véritable instrument de torture.

A la pensée de ses jeunes années envolées, il devint enragé : « Je me suis misérablement et irrémédiablement ruiné moi-même, en rendant odieuse et méprisable mon apparence extérieure, la seule qui existe pour la majorité des hommes. » Depuis l'âge de huit ans, on l'habillait en abbé. Son père insistait pour

qu'il prît les Ordres. Mais la cape de l'abbé ne dissimulait point la bosse du savant.

Les lettrés italiens, sur lesquels ses travaux avaient attiré l'attention, conseillaient la patience à l'adolescent qui brûlait de quitter sa ville natale où il se consumait. « La solitude est mauvaise pour les hommes qui brûlent de l'intérieur », écrivait-il. Léopardi se sentait devenir patriote italien. « J'ai atteint ma vingtième année, et qu'ai-je fait jusqu'ici ? Aucune grande action n'a illustré mon nom. Oh, mon pays, mon pays ! Je ne puis répandre mon sang pour toi, car tu n'existes plus. Oh ma patrie ! Je vois les murs, et les arcs, et les colonnes, et les statues désertes de nos aïeux. Leur gloire, je ne la vois plus. Je ne vois ni le laurier, ni le fer dont étaient ceints nos pères autrefois. »

Léopardi a, à ce moment-là, deux ennemis : l'Ancien Régime et l'envahisseur français propageant pourtant des idées qui, par certains côtés, pourraient lui être sympathiques. En face de lui, son père lui tient ce discours : « Je n'approuve pas cette admiration pour l'Italie ancienne. Pour moi, je trouve nécessaire d'obéir et vois peu la différence entre un souverain né au-delà ou en deçà des Alpes ? » Ce sont là des paroles pleines de philosophie mais dont le bouillant Giacomo n'est pas en état de faire son profit. C'en est trop pour lui. Il veut s'enfuir. La privation de toute société féminine à quoi le condamne la folle prudence de ses géniteurs le jette au désespoir. A son père, il écrit : « Dans l'intérêt de quelque chose que je n'ai jamais connu mais que vous appelez le foyer, la famille, vous avez exigé de vos enfants le sacrifice, non seulement de leur santé physique, mais de leurs désirs naturels, de leur jeunesse, de toute leur vie. »

La mort, un bien

A dater de ce jour, Leopardi refuse de se vêtir en abbé. Il se donne tout entier à son désespoir et à la poésie. Exercice que son père juge coupable et frivole. Pendant onze ans, il n'écrit plus de poèmes mais remplit plus d'un million de pages de ce qu'il appelait son *Zibaldone*, livre où il y avait de tout, philosophie, philologie, science, histoire critique, citations, etc. Dans un poème sur Brutus, il montre l'homme qui se guérit de son malheur par le suicide. Le désir de la mort grandit en lui. Au moins faire une belle fin, à la manière de ses chers Anciens. L'un de ses oncles l'emmène à Rome. Il est déçu. Il avait détesté sa petite ville natale, mais elle était du moins à l'échelle humaine. A Rome il est ignoré. « Dans une grande ville, écrit-il, un homme vit sans aucune relation avec ce qui l'entoure. Attirer l'attention sur soi dans une grande ville est une entreprise désespérante. » Il retourne à Recanati. Deux camps s'y affrontent : les vieux, les parents et les prêtres qui défendent jalousement le trône et l'autel, et les enfants qui appellent de leurs vœux l'indépendance, la liberté et l'amour. Leopardi s'enfonce de plus en plus dans son pessimisme. Cloîtré dans la bibliothèque, il y écrit ses *Operette morali*, dont le thème est toujours le même : la vie est un mal, la mort est un bien. Manzoni salue en lui un maître de la prose italienne, mais Leopardi s'irrite quand on lui dit que son pessimisme est l'expression de son propre malheur. C'est par lâcheté et sottise, dit-il, et par refus de reconnaître l'horreur de l'existence qu'on veut considérer ses opinions philosophiques comme le fruit de ses souffrances personnelles.

A ses amis libéraux qui croient aux réformes, il répond : ce qui est mauvais, c'est l'espèce humaine, la vie, le monde. Le mal vient de la nature et de la condition humaine, non des institutions. Songeait-il qu'en disant cela il rejoignait les vues les plus noires et les plus rigoureusement catholiques de sa mère abhorrée, l'impitoyable comtesse Adélaïde ? Ses dernières années sont un calvaire pour lui et pour ses proches. Il devient de plus en plus impossible à vivre. Malade des yeux, il a besoin à toute heure qu'on lui fasse la lecture, insomniaque, qu'on partage ses nuits blanches. Pour adoucir son sort, il se gave de douceurs, met six morceaux de sucre dans son café et avale des glaces à longueur de journée. Il meurt d'une endocardite en mangeant un sorbet.

Portrait de Leopardi
par Domenico Morelli



Leopardi disait de l'ennui qu'il était le plus aristocratique de nos sentiments, phrase qui eût sans doute ravi Baudelaire s'il l'avait connue. L'ennui, plus que le fameux bonheur annoncé par Saint-Just et que connut Stendhal dans les loges de la Scala et dans les salons milanais - mais était-ce le même ? - est un sentiment nouveau au XIX^e siècle. C'est le grand sentiment, la maladie de langueur noble de ce siècle du travail, de l'argent, du mérite et du progrès.

L'ennui, mal du siècle

Le XVI^e siècle avait été occupé par ses guerres de religion, le XVII^e avait vécu sous le regard de Dieu et du roi, et le XVIII^e avait connu la fièvre des bâtisseurs d'utopie. L'ennui est proprement le sentiment du XIX^e siècle. Il est le frère jumeau du spleen et du *taedium vitae* baudelairien.

L'ennui, tel que l'éprouve Leopardi, est le sentiment aristocratique et douloureux de n'être à sa place ni dans la société ni dans son siècle. Leopardi aurait voulu être le contemporain de Dante et de Machiavel, et surtout des Anciens tels qu'il se les imaginait dans ses longs loisirs et ses études philologiques. Il a pleuré sur l'Italie asservie à l'Autriche, à la papauté et à tous ces rotelets d'Ancien Régime (qu'il méprisait copieusement et qui avaient été renforcés dans leurs pouvoirs et leurs prétentions par la chute de Napoléon et la formation de la Sainte-Alliance), les mêmes larmes amères que Dante sur l'Italie de son temps, époque où la papauté était autrement guerrière que celle du XIX^e siècle.

Il est curieux de constater qu'à la même époque et non loin de lui, vivait un autre grand homme, sujet du roi de Savoie, Joseph de Maistre, qui, lui, mettait

toutes ses espérances dans ce que Leopardi justement vouait aux gémonies : la grandeur n'est pas dans les faits objectifs, elle est dans le cœur des hommes et elle se rencontre dans les camps les plus opposés.

Alors Leopardi devint misanthrope comme il n'est permis de l'être qu'à un bossu de génie et il écrivit d'une encre noire et amère comme ce chocolat dont il s'empiffrait, parce que « le monde est de la fange », *E fango il mondo*. Son drame fut d'être à la fois ancien et moderne. Moderne par son incroyance et son scepticisme hérités des Lumières, et ancien par le cœur, la conception de la vie, les aspirations et les nostalgies, frère de Dante et des grands hommes de Plutarque. Mais Dante avait la foi et pas seulement en l'Italie et Leopardi ne l'avait pas. Il savait que la cité antique et la Rome républicaine ne pourraient plus renaître, et il ne voulait cependant ni de la Rome des papes ni de celle des Césars. Comment ressusciter la cité antique avec des hommes dont l'unique préoccupation est la conservation de leur existence et la quête du bonheur personnel et matériel ?

Quelques années plus tard, sous un ciel nordique cette fois, un autre célèbre bossu, un autre célèbre misanthrope, le philosophe protestant Sören Kierkegaard, élaborait une théologie de la crainte et du tremblement où l'angoisse, promue au grade de vertu théologique, plaçait le combat non plus sur l'agora mais dans le théâtre du cœur humain. Les chrétiens que cherchait Kierkegaard une lampe à la main, comme Diogène, se faisant aussi rares que les grands hommes dont Leopardi pleurait la disparition.

G. J.

Giacomo Leopardi,
Correspondance générale, 1807-1837,
Allia, Paris 2007,
2318 p.

Le catholicisme vert

Véritable encyclopédie de l'engagement « vert » des catholiques français dans toutes ses dimensions - depuis les activités en plein air (scouts) en passant par la pastorale agricole et en aboutissant au développement durable -, cet ouvrage comble une lacune. En effet, si la doctrine sociale de l'Eglise est bien documentée, ses engagements environnementaux le sont beaucoup moins.

Acquise au fil du XX^e siècle aux bienfaits du progrès, l'Eglise a toujours gardé une saine distance à l'égard des excès de la société de consommation, que ce soit à travers « l'option préférentielle pour les pauvres » ou son rôle de gardienne de l'immatériel. En même temps, sa réflexion sur les rapports entre l'homme et la nature a constamment été marquée par le souci de ne pas sacraliser la nature. Teilhard de Chardin, soupçonné de proximité avec le panthéisme, en a fait l'expérience.

Vatican I avait mis en garde contre la confusion entre Dieu et ses créatures et insisté sur la mission civilisatrice du genre humain ; près d'un siècle plus tard, Vatican II souligna la différence entre usage et abus, ainsi que l'exigence d'un partage équitable des dons divins. La question sociale prit une dimension géographique et, jointe à l'exigence d'une gestion prudente des ressources, déboucha sur la notion de développement durable, à savoir, une affirmation de la primauté des besoins des plus démunis, un refus de s'abîmer dans l'accumulation matérielle, le respect des générations à venir.

« Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples » (*Gaudium et spes*). Paul VI, en 1970, affirma que le défi de l'humanité est de savoir « dominer sa domination », et le cardinal Villot dira en 1971 que « toute atteinte à la création est une offense au Créateur ». Difficile de fixer plus clairement des limites à la technique et au profit.

O. Landron rappelle ici un certain nombre de figures de proue assez différentes, comme le placide contemplateur des paysages passés et de l'enracinement paysan, le révolté devant la mécanisation du temps que fut Francis Jammes et l'acteur du mouvement social Lanza del Vasto, combattant non violent du Larzac. Ou encore Jacques Ellul, Jean-Marie Pelt, les époux Bastaire, Jean-Pierre Ribaut, les militants des causes paysanne, antinucléaire ou d'ATTAC.

Toutes ces individualités ont largement porté leur engagement, mais l'officialité de l'Eglise est nettement moins motivée. Il est temps de faire le lien entre le spirituel, le social et l'écologique pour construire cette nouvelle Alliance dont l'humanité a cruellement besoin ! Pour cet accomplissement, O. Landron, maître de conférence à la Faculté de théologie de l'Université catholique de l'Ouest (Angers), apporte les ingrédients et les références.

René Longet

Olivier Landron,
Le catholicisme vert. Histoire des relations entre l'Eglise et la nature au XX^e siècle, Cerf, Paris 2008, 528 p.

Lire aussi

Sous la direction de Mgr Marc Stenger,
Ecologie et création. Textes rassemblés par Olivier Landron, Parole et Silence, Paris 2008, 176 p.

Horizon 2030

Geneviève Féron,
2030, *le Krach*
écologique,
Grasset & Fasquelle,
Paris 2008, 286 p.

L'urgence à agir concrètement pour la planète a pris en 2008 des allures de cri d'alarme : ainsi le rapport du WWF intitulé *Planète vivante*,¹ qui chiffre notre dette écologique annuelle à 30 % de ressources de plus que ce que la Terre peut offrir. Mais au-delà des chiffres, un besoin de synthèse se fait sentir. Or, justement, on trouve dans l'ouvrage de Geneviève Féron une sorte de synthèse des urgences et des défis qui se posent à une humanité qui doit faire « un choix de civilisation », à l'horizon 2030.

« Nous pouvons fabriquer des machines et de l'espérance de vie mais nous ne pouvons pas fabriquer du temps. Le temps de faire d'autres choix, en conscience. » Les propos de G. Féron se veulent innovants, soulignant une urgence dans quatre domaines (ou fronts) qui convergent et atteindront leur paroxysme probablement en 2030 : le climat, l'énergie et les matières premières, la population, l'économie. Les premiers mots en témoignent : « C'est tout à fait inédit. Nous ne voulons pas croire ce que nous savons ! »

Songer que le réchauffement par émission de gaz à effet de serre a, depuis le début de l'ère industrielle, atteint l'équivalent de 1 % du rayonnement solaire vers la terre : thermomètre de nos aberrations. Les politiques de l'énergie vont devoir passer par une désintoxication massive, au moment même où l'usage du charbon s'impose dans les grands pays émergents comme la Chine et où la consommation d'énergie va croître plus vite que la production d'énergie renouvelable potentiellement exploitable.

« Nous restons perfusés aux énergies fossiles. » Le défi n'est pas tenable avec 7 milliards d'individus projetés en 2030, tant sur le plan nutritionnel qu'énergétique. Nous avons besoin de plus de deux hectares par habitant, d'un sol en diminution du fait d'infrastructures dévoreuses d'espace et de désertification. Quelle prise de conscience ose-t-on espérer de l'instinct de survie quand, pour quatre habitants sur cinq de la planète, la seule menace tangible reste celle de la pauvreté ? La Mère Nature devenue une marâtre !

La seule technologie ne nous sauvera pas. Geneviève Féron plaide pour une « consommation engagée », en réplique à la schizophrénie ambiante : savoir et ne pas vouloir ; un Plan Marshall de la sobriété face à la bombe sociale, pour passer le chas de l'aiguille des vingt ans à venir et vaincre la tyrannie pascalienne du technique. « La création de richesses économiques n'est plus synonyme de progrès humain. Que transmettent nos élites d'aujourd'hui à ce sujet ? Rien. »

La paix mise à l'épreuve de la rareté des ressources, une plus grande attention portée à nos choix : autant dire une métamorphose.

Charles Hussy

1 • Voir à ce propos **Daniel Schöni Bartoli**, « Cachée derrière la crise économique, une crise écologique majeure », in *Domaine public* n° 1804, 25.11.2008, www.domainepublic.ch.

■ Spiritualité

Collectif**Les signes de la fin des temps ?***Rencontre Islam-Dharma*

Albin Michel, Paris 2008, 170 p.

Comment la crise écologique actuelle peut-elle être un signe de la fin des temps ? Et comment les traditions religieuses comme le bouddhisme tibétain ou l'islam soufi abordent-elles la fin *du* temps, la fin *d'un* temps ou la fin *des* temps ? Autour de la réflexion écologique, présentée par des membres du WWF et un spécialiste de l'écologie, un colloque de l'Université Rimay du monastère de Karma Ling a réuni des représentants des deux traditions religieuses pour des exposés et une table ronde : confronter ses opinions, trouver des points communs dans le développement des valeurs et dans l'éveil de la conscience.

« Celui qui, après avoir été négligent, devient vigilant, illumine la terre, comme la lune émergeant des nuées » (Bouddha). « Si tu vois la fin des temps arriver et que tu as des graines au creux de la main, plantes-les » (Mohammad).

Un vrai message d'espoir. L'alliance entre les traditions spirituelles est un facteur primordial si l'on veut que les mentalités évoluent pour faire émerger une société viable.

Marie-Thérèse Bouchardy

Michel A. Hubaut**Ne désespère jamais**

Desclée de Brouwer, Paris 2008, 210 p.

C'est un homme résolument positif et optimiste qui nous offre un cheminement entre le doute, la peur, l'espérance, le pardon et une vision politique de la théologie. Franciscain, conférencier, animateur de retraites et de sessions, l'auteur a longtemps travaillé dans les médias et a écrit de très nombreux livres. A la lecture de ce dernier, on sent très vite qu'il a été exposé à mille situations et que les textes bibliques qu'il semble si bien connaître sont pour lui des maîtres à penser.

En guise d'ouverture, il nous confie qu'il suffit parfois d'un homme et d'une femme, d'une poignée de volontaires pour ouvrir une petite brèche de lumière dans le mur de la nuit. De nuit et de peurs, il en est beaucoup question : peurs face à l'avenir avec l'accélération de

l'évolution de l'homme et de son environnement - les sociologues enregistrent un changement de mentalité tous les dix ans -, face à la mondialisation, aux moyens de communication modernes, aux crises identitaires des personnes, des institutions et des religions. Face à tout ça, comment la petite fille espérance de Péguy peut-elle encore grandir ? Eh bien ! l'auteur, qui y croit fermement, se propose de nous aider à espérer. L'homme, dit-il, est la seule créature capable d'espérer. Et de nous entraîner à sa suite pour faire de nous des guetteurs d'aurores. Témoins de l'espérance apportée par le Christ, notre mission va revêtir des visages différents selon les âges, les époques, les cultures et les pays. Au rythme de l'Histoire, Michel A. Hubaut nous plonge dans l'expérience du pardon. Avec le Christ, elle devient désir ardent : que l'homme puisse participer à la vie de Dieu qu'il appelle son Père.

De l'espérance, on s'installe dans la confiance, laquelle est un pari sur l'avenir. Pour oser faire confiance, il faut être convaincu que l'homme est plus que sa misère, qu'il est habité par une énergie secrète que nous, chrétiens, appelons l'Esprit.

Ce livre, émaillé de citations et de références bibliques, se lit avec joie. Il peut être très utile à qui voudrait construire une rencontre de prières autour d'un thème. J'ai, pour ma part, été enchantée de le lire à deux reprises.

Marie-Luce Dayer

Michel Maret**Les jardins du silence**

Parole et Silence, Paris 2008, 150 p.

Un ouvrage qui nous sort du brouhaha de la vie quotidienne et nous introduit, par des étapes paisibles, à la merveilleuse découverte d'un silence profond, intérieur. Comme on entre dans une chapelle où brille une lumière qui signe une Présence, nous voici conduits, au fil de brefs récits bibliques, sur un versant, bien connu et pourtant si souvent négligé, de nos existences : celui d'une écoute attentive de ce que Jean de la Croix appelait la mélodie silencieuse (*musica callada*).

L'auteur de ces pages était prêtre du diocèse de Sion (Suisse) et il est décédé en 2008. Son message, chargé de foi et de finesse, nous rejoint dans le creux du silence habité par le Nom qui surpasse tout nom.

Louis Christiaens

Erich Kräml
Vers Compostelle.

Les qualités du pèlerin selon Jean Geiler de Kaysersberg
 Cerf, Paris 2008, 128 p.

Carnets de route des chemins singuliers de Compostelle
 Cerf, Paris 2008, 250 p.

Aller vers Compostelle avec en poche les sermons de Jean Geiler de Kaysersberg à l'intention des pèlerins est une façon de mettre ses pas dans ceux des marcheurs qui ont façonné le chemin depuis le Moyen-Âge. Jean Geiler, né en Suisse en 1445, a été pendant 30 ans un prédicateur très écouté à la cathédrale de Strasbourg. Il savait séduire et parler aux foules médiévales toujours sur les routes, de sanctuaires en pèlerinages. Ses conseils pratiques et spirituels sont encore d'actualité. Ses sermons « savoureux et inspirés » offraient l'expérience de la vie comme pèlerinage. Erich Kräml les a traduits et nous les présente dans le premier livre.

Ayant parcouru lui-même sept itinéraires principaux empruntés par les pèlerins de Compostelle, il relate dans ses *Carnets de route* des chemins moins encombrés de pèlerins : le *Camino del Norte*, par le littoral nord de l'Espagne, le *Camino anglais* du Cap Finisterre et le *Camino portugés* de Lisbonne à Santiago. « Marcher, c'est exister. Exister, c'est apprendre à se connaître. Se connaître c'est vivre pleinement. »

Marie-Thérèse Bouchardy

Gabrielle Nanchen
Compostelle

De la « Reconquista » à la réconciliation
 Saint-Augustin, St-Maurice 2008, 268 p.

« Vérité au-deçà des Pyrénées, erreur au-delà », écrivait Pascal. Gabrielle Nanchen l'a expérimenté en parcourant le chemin de Compostelle. Comment saint Jacques, pèlerin au grand chapeau, au bourdon et à la coquille, côté français, est devenu, côté espagnol, le *Matamor*, le tueur de Maures ? La vertu et la guerre ! Guerre contre l'islam avec tous les préjugés qui ont survécu jusqu'à nos jours.

Si saint Jacques est devenu le porte-drapeau de cette *reconquista* espagnole, Compostelle est devenu le symbole de la nouvelle

évangélisation proclamée par Jean Paul II et le *Camino francès* (la partie espagnole du Chemin), « premier itinéraire culturel européen », l'incarnation des valeurs européennes. Un petit peu d'histoire, souvent manipulée, et beaucoup de légende ont été instrumentalisés au cours des siècles par l'Église pour régler ses zones d'influence et asseoir son pouvoir. L'auteur exhume avec brio les racines de cette histoire et de sa politique, pour faire un brillant appel à la réconciliation des civilisations et des religions, en particulier avec l'islam, et au développement de la paix entre les peuples. Un livre instructif, profond, qui donne à réfléchir et qui ouvre des perspectives communautaires à tout pèlerin sur le chemin de Compostelle.

Marie-Thérèse Bouchardy

■ Dictionnaire

Jean-Yves Calvez
80 mots pour la mondialisation

Desclée de Brouwer, Paris 2008, 188 p.

Ne cherchons pas dans ce petit dictionnaire une suite d'analyses techniques mais une présentation assez simple des données qui ont frappé Jean-Yves Calvez : *Commerce équitable, Etats-Unis impériaux, Financiarisation, OMC, Pétrole*, etc. Quatre-vingt mots, c'est peu. Les mouvements altermondialistes en sont absents, les courants humanitaires également.

Ce dictionnaire a cependant deux atouts. D'abord, il n'exclut pas les personnages qui ont pensé ou marqué la mondialisation : le Dalaï-lama, Fukuyama et la prétendue fin de l'histoire, Jean Paul II, Hans Jonas et son principe écologique, Père Lebret, penseur du développement et fondateur d'Économie et humanisme, Marx et Engels, Perroux qui associe le développement de tout homme et de tout l'homme, Prebish sur les pays en voie de développement, Paul Valéry sur le « resserrement du monde », Amartya Sen et la dimension morale de l'économie, et même Teilhard de Chardin.

Ce dictionnaire - second atout - présente distinctement l'inspiration de son auteur : une conception chrétienne conciliaire qui, tout en penchant (trop peut-être) vers les solutions institutionnelles, fait du monde vécu le véritable lieu de l'existence chrétienne.

Etienne Perrot

■ Teilhard de Chardin

Bernard Sesé

Petite vie de Pierre Teilhard de Chardin

Desclée de Brouwer, Paris 2007, 222 p.

L'auteur a écrit de nombreuses *Petites vies* ! Des vies allant de Thérèse d'Avila à Teilhard de Chardin, en passant par Jean de la Croix, saint Augustin, Elisabeth de la Trinité, Catherine de Sienne, Edith Stein et François de Sales. Celle-ci nous enchante car, en 200 pages, on va suivre Pierre Teilhard, de sa naissance en 1881, au château de Sarcenat, jusqu'à sa mort à New York, le jour de Pâques 1955.

Le parcours est éblouissant et donne vraiment envie de s'approcher de ce jésuite visionnaire, entreprenant, mystique, humble et obéissant, de lire ou de relire ses *Ecrits de guerre*, sa *Messe sur le monde*, son *Milieu mystique*, ses *Réflexions sur le bonheur*, son *Christique* (livres plus accessibles) et peut-être même de pousser plus loin avec le *Phénomène humain*, *Le Christ Evoluteur*, *La Place de l'homme dans l'univers*.

De sa passion des pierres dès l'enfance à son désir du plus parfait, nous le découvrons après la Première Guerre comme brisé dans son élan, puis rebondir en Asie centrale sur les anciennes pistes de la route de la soie, dans la fameuse croisière jaune. Puis, ce sera son long séjour en Chine pendant la Deuxième Guerre mondiale où il effectuera de nombres fouilles et où il élaborera sa vision sur la *noosphère* - enveloppe pensante de la terre.

Guetteur d'horizon, il n'est pas compris par ses supérieurs qui ont peur de ses audaces et qui l'exilent à New York. Teilhard aurait pu se rebeller, mais il s'incline, obéissant, persuadé que quelque chose l'attend « en avant ». C'est là-bas qu'il achèvera son remarquable essai *Le Christique*, testament spirituel et synthèse de ses intuitions et de ses découvertes majeures.

Dans sa dernière lettre datée du Vendredi saint 1955, il se dit convaincu que le Mal n'est plus catastrophique (c'est-à-dire né d'un accident) mais évolutif (c'est-à-dire sous-produit statistiquement inévitable d'un Univers en cours d'unification en Dieu). Une petite vie à lire avec bonheur.

Marie-Luce Dayer

Patrice Boudignon

Pierre Teilhard de Chardin

Sa vie, son œuvre, sa réflexion

Cerf, Paris 2008, 432 p.

Le sous-titre de cet ouvrage agréable à lire devrait être enrichi d'un terme, à savoir, ses *amitiés*. Ses amitiés, et notamment ses amitiés féminines, ont joué dans la vie et l'œuvre du fameux jésuite un rôle que l'auteur souligne à longueur de pages. Il insiste comme il se doit sur leur parfaite chasteté, et il suggère que P. Teilhard de Chardin sublima son besoin d'affection dans une aussi totale obéissance à ses vœux qu'il sublima son travail de paléontologue, son intense sentiment d'appartenance à la Terre, dans une théologie qui ne pouvait que susciter de la méfiance, ou pour le moins de sévères interrogations.

Une simple note de lecture ne permet pas d'entrer dans le détail. On notera toutefois que cet ouvrage, fouillé sur le plan de la documentation factuelle, laisse sur sa faim quiconque s'interroge sur l'œuvre, c'est-à-dire, au-delà de la matérialité des livres écrits, mûris, polygraphiés, sur ce que signifie véritablement la tentative teilhardienne d'inscrire une science de l'Evolution - tirée de quelles expériences et constatations ? - dans une perspective spirituelle résolument christocentrique. C'est de la réponse à cette question que dépend la portée et l'avenir de la pensée de ce grand et si attrayant jésuite.

Philibert Secrétan

Thomas M. King

La Messe de Teilhard

Une lecture de « La messe sur le monde »

Médiaspaul, Paris 2008, 256 p.

« Puisque, une fois encore, Seigneur, non plus dans les forêts de l'Aisne, mais dans les steppes d'Asie, je n'ai ni pain ni vin ni autel, je m'élèverai par-dessus les symboles jusqu'à la pure majesté du Réel, et je vous offrirai, moi votre prêtre, sur l'autel de la terre entière, le travail et la peine du monde. »

Qui n'a pas vibré à la lecture de ce texte, condensé mystique de la foi et de la théologie de Pierre Teilhard de Chardin ? Qui ne l'a pas glissé dans sa poche et lu loin de toute possibilité de messe dans une église, ce texte qui donne une dimension cosmique à l'univers, animé par l'Ame du monde

qu'est le Christ ? Nous sommes loin du « dieu » rapetissé de nos prières... et de notre conception du monde !

Thomas M. King, jésuite américain, présente une biographie de Teilhard (ses recherches scientifiques, philosophiques et théologiques) qui permet de comprendre sa *Messe sur le monde*. Il en analyse ensuite quelques passages et propose un office sur la base de cette longue méditation (offertoire, consécration) qui débouche sur l'adoration. De quoi redonner souffle à nos liturgies, souvent remplies de platitudes.

Marie-Thérèse Bouchardy

■ Questions sociales

Collectif ***Temps d'assistance***

Antipodes, Lausanne 2008, 328 p.

Cet ouvrage est le résultat d'une recherche menée dans le cadre du Programme national de recherche « Intégration et exclusion ». Le *Temps d'assistance* est fondé sur l'analyse d'un vaste corpus de débats parlementaires sur l'assistance publique, de décisions de justice, d'articles de presse et d'ouvrages d'époque, ainsi que sur des interviews. Il révèle le travail social de définition et de délimitation qui a permis l'émergence de la législation sur l'assistance publique en Suisse romande, à la fin du XIX^e siècle, et a motivé ses réformes.

D'avantage encore que tout autre dispositif de la sécurité sociale, l'assistance publique symbolise la solidarité nationale. Cette solidarité, objectivée dans des lois, se conjugue à un contrôle des populations les plus démunies : c'est le gouvernement des pauvres. Selon ce livre, quatre manières différentes de concevoir le gouvernement des pauvres se sont succédé en Suisse romande depuis la fin du XIX^e siècle. Le temps des principes (1888-1889) correspond à la période de la mise en place de la législation d'assistance publique ; le problème politique majeur alors semble être celui de la définition des destinataires de l'assistance. Le temps de l'adaptation (1908-1940) amène les cantons à repenser du tout au tout le gouvernement des pauvres et, notamment, à différencier le chômage de l'assistance. Le temps de la contingence (1944-1973), c'est la période de haute conjoncture qui suit la fin de la guerre ; l'assistance n'est guère nécessaire

vu le développement des assurances sociales et certains parlent même de la supprimer. La crise des années '70 donne naissance au temps de la gestion (dès 1974) ; de multiples enquêtes établissent la persistance de la pauvreté en Suisse et font surgir la nécessité de formaliser l'assistance. Dès 1995, le droit à l'assistance publique est reconnu au nom de la dignité humaine. L'assistance est donc tributaire de l'évolution économique.

Le livre se termine en donnant la parole aux bénéficiaires qui disent ce que signifie vivre de l'assistance publique aujourd'hui.

Pilar Filomeno-Vegezzi

Sous la direction de **l'Académie d'éducation** **et d'études sociales**

Homme et femme II les créa

François-Xavier de Guibert, Paris 2008, 272 p.

L'Académie d'éducation et d'études sociales s'est donné pour objet d'étudier les questions sociales dans un esprit conforme à la tradition humaniste chrétienne. Elle a mené ses travaux durant l'année 2006 - 2007 sur le thème *Homme et femme II les créa*. Le choix de ce thème (la différence sexuelle et ses conséquences) est né d'une inquiétude face à la propagande pour le mariage entre homosexuels et l'adoption par eux d'enfants.

Les diverses communications rapportées ici mettent en valeur l'importance de « l'altérité » pour la personne elle-même, comme pour la vie sociale. Théologie, psychanalyse, philosophie, politique, pédagogie ont été sollicitées pour éclairer cette quête des fondements. L'une des conclusions de l'Académie est « qu'il n'y a aucune fatalité à la dérive, dès que l'on accepte de réfléchir loin du brouhaha des slogans ». Il faudrait notamment repenser l'éducation des filles et des garçons, réfléchir à une éducation à la maîtrise de soi, et souhaiter que le politique, lorsqu'il édicte des lois, ne suive pas seulement la tendance de la société mais qu'il discerne les valeurs qui lui paraissent nécessaires à cette société.

L'Académie a été constituée en 1922. Elle a fondé en 1925 l'Association d'éducation et d'entraide sociale (AEES) à Lausanne.

Monique Desthieux

Berger François, *Le voyage de l'ange*. L'Age d'Homme, Lausanne 2008, 256 p.

Berranger Olivier de, *L'évangile selon saint Marc*. Parole et Silence, Paris 2008, 254 p.

Bujo Bénézet, *Introduction à la théologie africaine*. Academic Press, Fribourg 2008, 160 p.

Claverie Pierre, *Marie, la vivante. Sept jours de retraite avec Marie*. Cerf, Paris 2008, 320 p.

*****Col.**, *Chercher Dieu. Discours au monde de la culture*. Parole et Silence/Lethielleux/Collège des Bernardins, Paris 2008, 144 p. [41971]

*****Col.**, *Juifs et chrétiens face au XXI^e siècle*. Albin Michel, Paris 2008, 252 p. [41980]

*****Col.**, *Le lumineux abîme du Cantique des Cantiques*. Parole et Silence, Paris 2008, 136 p. [42029]

*****Col.**, *Le Seigneur est mon berger. Le psaume 22 lu par les Pères*. Migne, Paris 2008, 108 p. [41976]

*****Col.**, *Science et foi : un lexique*. Cerf, Paris 2008, 152 p. [41969]

Cyrułnik Boris, *Autobiographie d'un épouvantail*. Odile Jacob, Paris 2008, 286 p.

Hildebrand Dietrich von, *Liturgie et personnalité. La valeur formatrice de la prière rituelle*. Ad Solem, Genève 2008, 174 p.

Humbrecht Thierry-Dominique, *Le bonheur d'être chrétien. 77 sermons choisis*. Parole et Silence, Paris 2008, 310 p.

Jean, *Apocalypse de saint Jean*. Seuil, Paris 2008, 126 p.

Juillet François, *Maurice Zundel : chemins vers le silence intérieur. Le silence de l'amour*. Parole et Silence, Paris 2008, 90 p.

Junod Huguette, *Les jolis ateliers d'écriture*. Des Sables, Genève 2008, 424 p.

Kaplan Edward K., *Abraham Heschel (1907-1972). Un prophète pour notre temps*. Albin Michel, Paris 2008, 196 p.

Louf André, *Initiation à la vie spirituelle*. Parole et Silence/Lethielleux, Paris 2008, 110 p.

Plonk & Replonk, *Les 1000 & 1 Lundis*. Plonk & Replonk, La Chaux-de-Fonds 2008, 120 p.

Rivaz Alice, *Pourquoi serions-nous heureux ? Correspondance 1945-1982*. Zoé, Carouge-Genève 2008, 188 p.

Salfati Pierre-Henry, *Talmud. Enquête dans un monde très secret*. Albin Michel/Arte éditions, Paris 2009, 284 p.

Stiassny Yannick, *Isaac Mercier ou l'Eromaque. Tragédie classique en 3 actes en alexandrins*. Slatkine, Genève 2008, 78 p.

Sureau Denis, *Pour une nouvelle théologie politique*. Parole et Silence, Paris 2008, 174 p.

Tutu Desmond, *Dieu fait un rêve. Une vision d'espérance pour notre temps*. Novalis/Desclée de Brouwer, Ottawa/Paris 2008, 152 p.

Wénin André, *La Bible ou la violence surmontée*. Desclée de Brouwer, Paris 2008, 256 p.

Woimbée Grégory, *L'esprit du christianisme. Introduction à la pensée de Romano Guardini*. Ad Solem, Genève 2008, 224 p.

XXX, *Genèse*. Seuil, Paris 2008, 94 p. [41978]

XXX, *Orphée au Colisée et le mystère du chant de la cigale*. Slatkine, Genève 2008, 176 p. [42003]

Ces livres peuvent être empruntés

au CEDOFOR
Centre de documentation
et de formation religieuses

18 r. Jacques-Dalphin
1227 Carouge
Tél. 022 827 46 78

Ouverture :

lundi de 14h à 17h
mardi-jeudi de 9h à 12h
et de 14h à 17h
vendredi de 9h à 12h

www.cedofor.ch

Héros

« C'est qui ton héros ? » m'a demandé Emmanuelle. Je me suis creusé la cervelle plusieurs longues secondes. Et finalement j'ai répondu : « Jésus. » Elle a froncé les sourcils : « Ah ! bon ? T'es sûr ? » Elle n'a rien dit d'autre mais je devinais ce qu'elle pensait. Que Jésus n'est pas un héros. Qu'il ne correspond pas du tout au profil traditionnel, défenseur de la veuve et de l'orphelin, certes, mais aussi et surtout baroudeur un brin ostentatoire, cheveux au vent et sabre-laser au poing. Bien sûr, la bravoure de Jésus ne fait aucun doute et l'excellence de ses vertus non plus. Mais le terme de héros ne suffit pas à le définir, quand bien même il remplit à la perfection l'une des conditions essentielles de l'héroïsme : le don de soi jusqu'à la mort. Une condition plutôt désespérante, soit dit en passant, puisqu'elle rend tout vrai héros définitivement inaccessible à ses admirateurs (et trices), raison pour laquelle j'espère de toutes mes forces que Barack Obama, le jeune, beau, brave et intelligent nouveau président des États-Unis, n'en sera jamais un.

J'ai donc rectifié le tir : « D'accord, Jésus est un mauvais choix. Disons, alors... euh... » J'ai réfléchi désespérément mais aucun nom ne m'est venu à l'esprit. Normal. Je me méfie des héros. Tous ceux que j'ai eus m'ont déçue. Peter Pan, le grand amour de mes cinq ans, n'a jamais frappé à la fenêtre de ma chambre pour m'emmener au Pays imaginaire - me préférant sa bécasse de Wendy en chemise de nuit. Les preux chevaliers du Moyen-Âge, qui ont tant alimenté mes rêves pré-adolescents, ne sont jamais venus m'enlever sur leur destrier. Ben-Hur est tombé définitivement de son char le jour où son interprète, armé d'une Winchester, s'est mis à jouer au cowboy dans la vie réelle. John Kennedy, lui, est tombé de son piédestal le jour où j'ai appris ses turpitudes sexuelles. Et même Jeanne d'Arc, la pauvre, à laquelle je n'ai pourtant rien à reprocher personnellement, a perdu beaucoup de son panache lorsque certains ultranationalistes français, catholiques ou pas, l'ont choisie comme porte-drapeau.

Alors oui, j'ai beau me triturer les méninges, quand on me demande qui est mon héros, le seul nom qui me vient à l'esprit, c'est celui de Jésus, parce qu'il est le seul qui conserve intactes son aura et son image, au fil des siècles et malgré les innombrables tentatives de récupération ou de sabotage dont il ne cesse d'être victime. Est-ce sa divinité qui le rend ainsi intouchable ? Ou plutôt son immersion totale en humanité, signe d'un absolu dépouillement ?

Mystère. Jésus est un mystère, le plus grand mystère de tous les temps, et la meilleure preuve que j'en ai, ce sont justement tous ces livres, films, séries télévisées et autres pseudo enquêtes historico-scientifiques qui essayent en vain de détruire ou de dégrader ce que leurs auteurs ne comprennent pas.

Tiens, ça me rappelle le témoignage de cette religieuse ermite, rencontrée il y a quelques années via le petit écran (comme quoi il y a aussi de belles choses à la télé). Elle vivait dans une pauvre cabane de montagne, quelque part en Provence, je ne me souviens plus où exactement. Dénuée de tout, passionnée de Dieu, elle passait son temps à prier tout en tricotant des chaussons. Manier les aiguilles, expli-

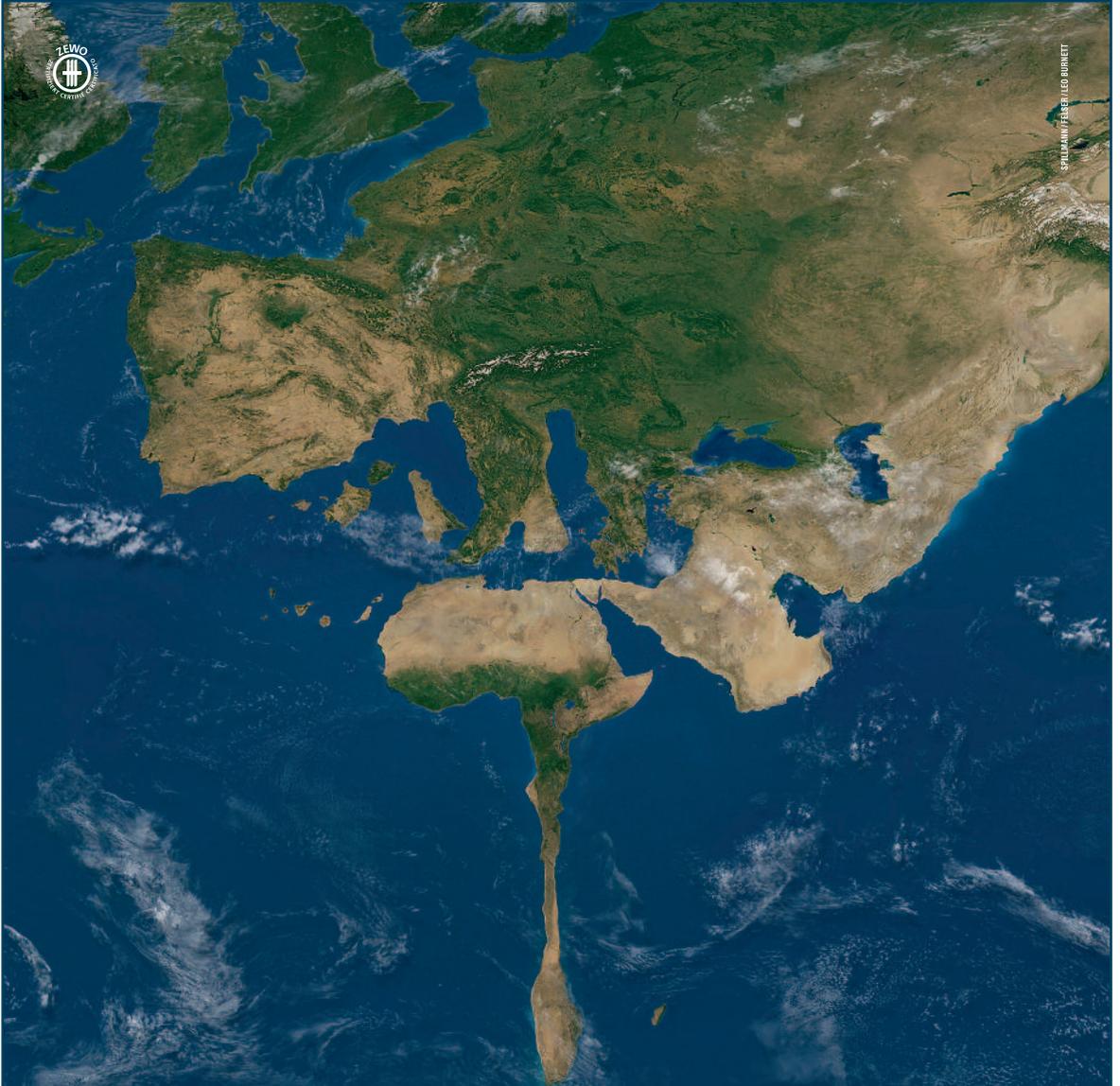
quait-elle, était sa façon à elle de durer dans la prière, tout en faisant œuvre utile puisque la vente de ses tricots au marché lui rapportait trois francs six sous, juste de quoi s'acheter quelques denrées indispensables. « Et vous n'avez jamais de doutes, jamais de crise de foi ? » lui demandait le journaliste, visiblement impressionné par la sérénité lumineuse de cette femme. Elle a éclaté de rire. « Mais bien sûr ! Je doute sans arrêt ! Un matin, je me suis même réveillée en ne croyant plus du tout en Dieu ! C'était la catastrophe. Alors je me suis dit : et Jésus ? Et la réponse a jailli du fond de mon cœur : Jésus, je l'aime ! Et voilà, tout a été réglé. Car si je l'aime, alors Dieu existe et la vie a un sens. » Sans commentaires.

Gladys Théodoloz



JAB 1950 Sion 1

envois non distribuables
à retourner à
CHOISIR, rue Jacques-Dalphin 18
1227 Carouge



En fait, le monde ressemble à ça.

Cette carte représente la consommation alimentaire des pays d'Afrique et d'Europe: plus de 920 millions de personnes ont faim. Un climat sain est nécessaire pour assurer le pain quotidien. Aidez-nous à changer la donne! CCP 60-707 707-2

 **PAIN POUR LE PROCHAIN**
ACTION DE CARÊME
En collaboration avec Etre partenaires

www.droitalimentation.ch